

AVERTISSEMENT : Ces extraits de lectures sont destinés à attirer l'attention sur des ouvrages que nous avons remarqués. Ils tentent de donner un fil conducteur parmi ceux proposés par l'auteur. Nous indiquons, soit en changeant de paragraphe, soit par l'indication (...) le fait d'avoir omis un passage, court ou long. Bien évidemment, nous incitons le lecteur à retrouver le texte intégral et acquérir l'ouvrage, ne serait-ce que par esprit de solidarité.

Charles Enderlin
Au nom de Temple
Israël et l'arrivée au pouvoir des Juifs messianiques
Points P5990, Seuil 2023

Avant-propos à la nouvelle édition	page 2
Introduction	2
Ch 1 Les soldats du roi David	4
Ch 2 La grande déception des fondamentalistes	8
Ch 3 Par les armes, s'il le faut	11
Ch 4 Au nom de Dieu	13
Ch 5 Tuer au nom de Dieu	16
Ch 6 L'idéologie à l'épreuve des réalités	18
Ch 7 La trahison de Sharon	21
Ch 8 Une marche irrésistible vers le pouvoir	24

Le 29 décembre 2022, Benjamin Netanyahu, Premier ministre, héritier de l'idéologie maximaliste, anti-arabe de son père, l'historien Benzion, a scellé son alliance avec les partis intégristes messianiques issus de la yeshiva Merkaz Ha Rav et les descendants idéologiques du rabbin raciste Meir Kahana. Il leur a offert les postes clés de son cabinet.

Au fil des ans, l'Institut pour la reconstruction du temple est monté en puissance. Ses rabbins ont reconstitué tous les ustensiles nécessaires à la reprise du culte juif sur le mont du Temple où se trouve Al-Aqsa, le troisième lieu saint de l'islam. Ils ont importé du Texas cinq vaches rousses dont seules les cendres permettront, selon la Torah, de purifier le sanctuaire et les prêtres. Une telle reprise du culte juif conduirait, nécessairement, à une guerre de religion.

Introduction

Londres, juillet 1937. La commission d'enquête dirigée par sir Robert Peel publie son rapport sur la situation en Palestine à la suite de la révolte arabe. Elle propose la création de deux Etats. Les Juifs recevraient la plaine côtière à l'exception de Jaffa, de Gaza et de la Galilée. Les Arabes, le reste de la Palestine. Jérusalem et Bethléem formeraient une enclave sous mandat britannique.

David Ben Gourion, qui dirige l'Agence juive, est favorable au partage de la Palestine sans pour autant renoncer à l'idée du droit historique des Juifs pour la Terre d'Israël, fondement du mouvement sioniste. (...) Il l'explique (...) à son fils Amos : « (...) *Nous mettrons sur pied une force de défense, une armée exemplaire, je n'ai pas le moindre doute là-dessus. Ensuite, j'en suis certain, cela ne nous empêchera pas de nous installer sur les autres parties du pays, que ce soit dans le cadre d'un accord et d'une entente avec nos voisins arabes ou d'une autre manière* ».

Les sionistes religieux protestent (...) avec vigueur, brandissant la Torah (...). Impensable de renoncer aux lieux de l'histoire biblique, à Jérusalem où se trouve le mont du Temple, au caveau des Patriarches à Hébron, etc.

David Ben Gourion, le président de l'Agence juive, n'est pas religieux. Socialiste, il n'observe ni la cacherout, ni le Shabbat, et considère la Bible, dont il est féru, comme un livre d'histoire. Il veut édifier le nouvel Etat conformément aux principes définis par Theodor Herzl dans *Der Judenstaat* (L'Etat des Juifs), publié en 1896. Or, dans ce livre, le fondateur du sionisme politique définissait ainsi la place des rabbins et des militaires dans son projet : « *Aurons-nous une théocratie ? Non ! Si la foi maintient notre unité, la science nous libère. C'est pourquoi nous ne permettrons pas aux vellétés théocratiques de nos chefs religieux d'émerger. Nous saurons les cantonner dans leurs temples, de même que nous cantonnerons l'armée de métier dans les casernes. L'armée et le clergé ont droit aux honneurs que leur confèrent leurs nobles fonctions et leurs mérites. Ils n'ont pas à s'immiscer dans les affaires de l'Etat (...) car cette ingérence provoquerait des difficultés extérieures et intérieures.* »

La première synthèse entre l'orthodoxie et le sionisme avait été réalisée par un rabbin allemand, Zvi Hirsch Kalischer, décédé en 1874. Ce dernier considérait que la rédemption divine du peuple juif pouvait advenir naturellement, et proposait, déjà, la réinstallation en Palestine de communautés agricoles juives religieuses, définissant ainsi le sionisme comme un mouvement messianique et non pas politique.

Ha Cohen Cook a développé cette théologie, expliquant que les sionistes socialistes, en venant travailler la terre en Palestine, ne participaient pas à l'auto-émancipation du peuple juif comme ils le croyaient, mais obéissaient, sans le savoir, à la réalisation d'un commandement divin. Donc, logiquement, ils finiraient par accepter la « Halakha », la loi religieuse. Devenu premier grand rabbin ashkénaze de Palestine, il a créé une école talmudique à Jérusalem, la yeshiva Merkaz Ha Rav, où son enseignement s'est développé. Après son décès en 1935, son fils, Zvi Yehouda Ja Cohen Kook, en a pris les rênes et a poursuivi son œuvre en y intégrant son analyse des événements contemporains.

En 1940, Zeev Jabotinsky publiera un projet de constitution d'un Etat à majorité juive, dominion de l'Empire britannique, avec un président juif, un vice-président arabe et où tous les citoyens seraient à égalité, quelles que soient leurs origines ou leur religion. Les communautés juive et arabe, ainsi que leurs langues respectives, devaient, selon lui, disposer d'un statut identique reconnu par la loi.

La question du partage sera à nouveau posée, dans des conditions différentes, en novembre 1947, après la Seconde Guerre mondiale, le génocide de millions de Juifs dans la Shoah, et la lutte armée menée contre les autorités mandataires par les différentes composantes du mouvement sioniste en Palestine. L'Assemblée générale des Nations unies vota alors le partage de la Palestine en deux Etats. (...) Les Etats arabes rejettent cette solution et annoncent qu'ils s'y opposeront par la force. Ce sera la guerre.

Ben Gourion fait adopter sans difficulté une motion acceptant le partage (...). En outre, les instances sionistes sont majoritairement séculières. La principale opposition au partage vient de l'Irgoun, l'organisation armée issue du mouvement révisionniste et qui combat les forces d'occupation britannique. Depuis la clandestinité, son chef, Menahem Begin, publie un manifeste invoquant le Dieu d'Israël : *« Au nom de la promesse divine donnée aux pères de la nation ; aux noms des saints de la nation, de génération en génération (...) de la volonté de liberté de notre peuple dispersé et asservi ; de l'inaliénable droit historique du peuple juif sur sa terre, l'Irgoun déclare la résolution de partage nulle et non avenue. L'amputation de la patrie est illégale (...) »* En définissant le droit juridique à partir de la Torah et l'intégrité de la patrie comme une valeur absolue, Begin s'éloigne de la philosophie politique de son mentor, Zeev Jabotinsky.

Le 13 mai 1948, vingt-quatre heures avant la fin du mandat britannique sur la Palestine, les responsables sionistes mettent encore la dernière main au texte de la déclaration d'indépendance. (...) Le lendemain, à Tel-Aviv, sous le portrait de Théodor Herzl, David Ben Gourion proclame l'indépendance : *« (...) L'Etat d'Israël sera ouvert à l'immigration des Juifs de tous les pays où ils sont dispersés ; il développera le pays au bénéfice de tous ses habitants ; il sera fondé sur les principes de liberté, de justice et de paix enseignés par les prophètes d'Israël ; il assurera une complète égalité de droits sociaux et*

politiques à tous ses citoyens, sans distinction de croyance, de race ou de sexe ; il garantira la pleine liberté de conscience, de culte, d'éducation et de culture ; il assurera la sauvegarde et l'inviolabilité des Lieux saints et des sanctuaires de toutes les religions et respectera les principes de la charte des Nations unies. (...) »

Tel-Aviv est bombardée le soir même. Les armées égyptienne, jordanienne, syrienne, irakienne et des irréguliers arabes palestiniens sont passés à l'offensive. Ils affrontent une jeune armée israélienne mieux dirigée, bien entraînée, et qui, au fil des mois, recevra, avec la bénédiction de l'Union soviétique, un armement moderne. La guerre prendra fin avec la signature de plusieurs accords d'armistice – avec l'Egypte en février 1949, puis avec le Liban, la Jordanie et la Syrie.

Ce conflit aura fait plus de 6 000 morts israéliens, parmi lesquels 2 000 civils ; côté arabe, selon les sources, de 6 000 à 20 000 morts. Expulsés, ou ayant fui les combats, plus de 700 000 Palestiniens se sont réfugiés dans les pays arabes avoisinants et en Cisjordanie, dont l'annexion par le royaume hachémite empêche la création de l'Etat arabe de Palestine. L'armée israélienne a conquis l'ensemble du désert du Néguev et la Galilée, mais a perdu le quartier juif de la vieille ville de Jérusalem occupé par les Jordaniens qui en ont expulsé les habitants juifs et dynamité les synagogues.

La question fondamentale de la nature de l'Etat juif se posera pour la troisième fois à l'issue de la guerre de Six Jours en 1967, après la conquête israélienne de la Cisjordanie, de Jérusalem-Est, et, surtout, du troisième lieu saint de l'islam, l'esplanade des saintes mosquées – qui est aussi le mont du Temple, le seul lieu saint du judaïsme. Sonne alors le grand réveil du sionisme religieux, le début de la montée en puissance du fondamentalisme messianique qui, associé à la droite nationaliste, finira par transformer les données du conflit au Proche-Orient.

C'est cette histoire que j'ai voulu raconter. Celle de ce mouvement, créé en 1967 par une poignée de rabbins et d'activistes religieux, qui est devenu l'une des principales forces politiques du pays. Combattant des gouvernements de gauche – et parfois de droite -, infiltrant l'administration et l'armée, ces révolutionnaires nationalistes religieux ont réussi à créer une situation quasiment irréversible en Cisjordanie où sont installés, en 2012, 350 000 colons israéliens. Aujourd'hui, les tenants du messianisme considèrent qu'ils ont remporté la victoire et se tournent vers leur prochain objectif : arracher le droit pour les Juifs de prier sur le mont de Temple.

Chapitre premier

Les soldats du roi David

14 mai 1967. Gamal Abdel Nasser déploie son armée dans le Sinaï, exige le retrait des Casques bleus de la frontière et décrète le blocus du port d'Eilat. Israël mobilise son armée et, le 5 juin, à 7h45 du matin, lance une attaque surprise. L'armée de l'air détruit l'aviation égyptienne alors que les blindés passent à l'offensive dans le Sinaï. (...) Gour, depuis son QG du Mont Scopus, annonce par radio : « *Le mont du Temple est à nous !* »

Dix-neuf siècles après la destruction du sanctuaire juif par Titus, un Etat d'Israël souverain contrôle le Mont sur lequel se trouve le rocher de la fondation où, selon la Bible, se serait déroulé le sacrifice d'Isaac par Abraham, où Jacob aurait eu le songe. Salomon, puis Hérodote, y ont bâti le Temple abritant le saint des saints. Mais il s'agit aussi du troisième lieu saint de l'islam, le Haram al-Sharif, où, si l'on en croit le Coran, Mohamed serait monté au ciel à la rencontre des prophètes.

Le général Shlomo Goren, l'aumônier-rabbin de Tsahal (...) voulait tout simplement faire place nette : « *Ouzi ! C'est maintenant ! Fais mettre cent kilos d'explosifs dans la mosquée d'Omar et on en sera débarrassés une fois pour toutes !* » (...) Narkiss : « *Rabbin ! Si tu n'arrêtes pas, je te ferai mettre au cachot !* » (...) Archéologue amateur, Moshé Dayan admire en silence les mosquées. Auprès de lui, le procureur militaire, le colonel Meir Shemgar, attire son attention sur le drapeau israélien qui flotte sur le Dôme du Rocher. Il ordonne immédiatement. La synagogue temporaire, mise en place par le rabbinat militaire de Goren, est ensuite évacuée. (...) le ministre de la Défense déclare à la radio israélienne : « *Nous ne sommes pas venus pour conquérir les Lieux saints des autres ou pour restreindre leurs droits religieux, mais pour assurer l'intégrité de la ville et y vivre avec d'autres dans la fraternité* ». Le Haram/mont du Temple restera donc placé sous la responsabilité du Waqf, l'administration des biens musulmans.

Le hasard du calendrier hébraïque veut que Shavouot ait lieu le 15 juin. Il s'agit de l'une des trois fêtes de pèlerinage. Ce jour-là, à l'époque du temple, les Juifs se rendaient à Jérusalem pour faire des offrandes et commémorer le don de la Torah. Deux cent mille fidèles se rassemblent en prière devant le Mur occidental où une esplanade a été dégagée par la destruction, au bulldozer, de l'antique « quartier maghrébin ». Les six cent cinquante habitants palestiniens en ont été expulsés.

Le Mur est donc ainsi présenté comme un ersatz du mont du Temple ! En fait, et Shlomo Goren ne cessera de le répéter, le Mur occidental n'a jamais été considéré comme un lieu saint dans la tradition juive. Au cours de cette même session, le Parlement israélien vote l'annexion de Jérusalem-Est en élargissant les limites municipales de la ville. (...) les habitants palestiniens ne deviennent pas pour autant israéliens, mais reçoivent le statut de « *résidents permanents de l'Etat d'Israël* », comme s'ils étaient des étrangers ayant décidé de venir y vivre. La communauté internationale condamne ces décisions unilatérales.

Le 29 août, réunis à Khartoum, les dirigeants arabes, humiliés par la défaite, votent une résolution qui comprend « *la non-reconnaissance d'Israël, la non-réconciliation avec Israël, la non-négociation avec Israël et le soutien aux droits du peuple palestiniens sur sa terre* ».

Les annexionnistes, laïcs et religieux, jusque-là marginaux, font soudain irruption sur l'avant-scène de la politique israélienne. Le rabbin Zvi Yehouda Ha Cohen Kook (...) publie un appel (...) tiré du verset 1,17 du deutéronome : « *Ne craignez qui que ce soit car la justice est à Dieu* ». Le texte rappelle « *qu'il n'y a pas d'exception à l'interdiction par la Torah de remettre définitivement (Dieu nous en garde) des terres à des goïms. Toute personne en Israël, tous les grands de la Torah en Israël, tous les militaires ont l'obligation d'empêcher cela avec courage et audace. Les cieux nous aideront (...)* » (...) pour les sionistes religieux, il n'y a

pas là matière à discussion. Le temps historique et l'ère messianique sont linéaires et ne font qu'un. L'avenir a été déterminé par la divinité et les humains ne peuvent rien y changer.

Menahem Begin, lui, fera adopter, au cours d'une séance solennelle du comité central du Hérout, son parti, une longue motion (...) : *« le peuple juif a un droit sur la terre d'Israël, dans sa totalité historique, ce droit est éternel et ne saurait être remis en question. Notre peuple a bâti son royaume sur cette terre, a sanctifié sa religion, créé sa culture, reçu la vision de ses prophètes qui éclairent la voie de nombreux peuples, de l'antiquité à nos jours. Epris de liberté, les Hébreux ont affronté de nombreux ennemis puissants, combattu l'oppression, et sont révoltés contre l'esclavagisme et n'ont jamais renoncé. (...) La puissance de l'empire (romain) les a vaincus il y a 1 898 ans et écrasé leur révolte il y a 1 835 ans. C'est ainsi que la Judée a été conquise, le temple détruit, le cœur de la nation, Messada, a été détruit, Bétar est tombé. C'est alors que notre peuple a été déporté et dispersé parmi les nations (...) Au nom de ce droit, la souveraineté de l'Etat des Juifs renaissants s'impose sur l'ensemble du territoire d'Eretz Israël, libéré du pouvoir étranger et illégal. (...) Une colonisation juive de grande ampleur en Judée-Samarie (Cisjordanie), à Gaza, sur le plateau du Golan et dans le Sinaï est l'urgence de l'heure si nous voulons assurer la sécurité de la nation (...) »*

Lévi Eshkol, le chef du gouvernement, finit par donner son feu vert aux premiers pas de la colonisation en Cisjordanie. La première pierre du kibboutz est posée, le 27 septembre, en présence de Zerah Warhaftig, le ministre des Affaires religieuses.

Tôt le matin du 21 août, Michael Rohan, un jeune Australien, pénètre dans la mosquée Al-Aqsa. Devant le pupitre de prière historique installé par Saladin huit cents ans plus tôt, il extrait deux bonbonnes de kérosène de son sac à dos, en asperge le bois très sec et les tapis, puis y met le feu avant de prendre la fuite. (...) le toit de la mosquée s'effondre en partie. (...) les policiers ont découvert dans ses affaires personnelles des publications de la Worldwide Church of God, une organisation évangélique basée en Californie. (...) La conquête de Jérusalem-Est a réveillé et renforcé les mouvements évangéliques messianiques aux Etats-Unis.

Aux Etats-Unis (...), le rabbin Meir Kahana développe une théologie messianique quelque peu différente de celle qu'enseigne le rabbin Kook. Selon lui, l'histoire juive, depuis la destruction du Second Temple, est faite d'une série d'holocaustes. Le dernier en date, la Shoah, a poussé Dieu à se venger des non-Juifs en leur imposant la création d'Israël. (...) Kahana critique ainsi la vie de luxe des Juifs américains : *« Les valeurs sont entièrement centrées sur l'argent et le prix des voitures, d'un réfrigérateur, d'un appareil de télévision et des vêtements. L'objet de luxe d'hier est aujourd'hui devenu une nécessité. Le statut individuel n'est plus déterminé par la Torah et la piété mais par l'argent (...). Les rêves d'une voiture sophistiquée, d'une belle femme, de (beaux) vêtements et de voyages en Europe sont alimentés par la culture d'un Etat séculaire "normal". »* Pour Kahana, le Juif n'est véritablement libre que s'il est fort, violent et agressif. Une fois installé en Israël, en compagnie de quelques fidèles américains, il créera (...) La Ligue de défense juive, le Kach, qui militera en faveur de l'expulsion des Arabes de la terre d'Israël et de la reconstruction du Temple.

Secrètement, de nouvelles colonies sont construites par le gouvernement israélien dans la percée de Rafah, au sud de la bande de Gaza. L'idée est de Moshé Dayan, qui entend ainsi créer une zone tampon entre le territoire égyptien et les camps de réfugiés de Gaza. (...) neuf villages agricoles et une ville, Yamit, seront construits au fil des années. Plusieurs milliers d'Israéliens s'y installeront.

Le 6 octobre 1973, le jour du jeûne de Kippour, les armées égyptienne et syrienne lancent une offensive surprise sur le Golan et le Sinaï. La crise est internationale. L'Arabie saoudite a décrété l'embargo pétrolier. Les Etats-Unis et l'URSS sont au bord de l'affrontement. Il faut faire rapidement retomber la tension au Proche-Orient, et Henry Kissinger, le secrétaire d'Etat américain, multiplie les navettes entre Jérusalem, Le Caire et Damas. Les combats cessent (...) Le bilan est lourd : Israël déplore plus de 3 000 morts et 9 000 blessés. Les Arabes, 9 500 morts et près de 20 000 blessés.

Après la démission du gouvernement présidé par Golda Meir, Yitzhak Rabin, le chef d'état-major de la guerre de Six Jours, lui succède. Les dirigeants israéliens doivent affronter les sionistes religieux pour qui la restitution des territoires aux Arabes constituerait un dangereux précédent. Des manifestations violentes se déroulent pendant les visites de Kissinger.

Deux mois plus tôt (...), plusieurs disciples de Merkaz Ha Rav ont formé une nouvelle organisation destinée à développer l'implantation juive en Cisjordanie, contre l'avis du gouvernement le cas échéant. Ils adoptent le nom de « Goush Emounim » (le Bloc de la Foi) et s'en vont rencontrer Zvi Yehouda Ha Cohen Kook afin d'obtenir sa bénédiction et créer une colonie au cœur de la Cisjordanie.

Ariel Sharon, qui a quitté l'armée et créé un nouveau parti politique de droite, est de ceux qui poussent à l'action. (...) Il a expliqué aux militants : « *Si nous ne commençons pas à nous installer en Judée-Samarie (la Cisjordanie), les canons jordaniens seront de retour. Je vous le dis en tant que militaire.* » Le 5 juin, plusieurs dizaines de militants de Goush Emounim (...) font une première tentative d'implantation près de Naplouse. Sharon accepte d'accompagner le vieux rabbin Kook sur place.

Le gouvernement a déclaré l'implantation illégale et fait maintenant pression pour qu'elle soit évacuée. (...) les colons s'opposeront donc passivement aux militaires. (...) Mille militants, colons et sympathisants seront portés, un par un, vers trente autobus qui les ramèneront en Israël. Goush Emounim n'abandonne pas pour autant la partie et se réorganise.

1974 (...) Yasser Arafat, le chef de l'organisation palestinienne, prend la parole devant l'assemblée générale des Nations unies. Il déclare que son but est la création d'un Etat démocratique où chrétiens, juifs et musulmans vivront en paix, dans la justice, l'égalité et la fraternité. (...) Le 22 novembre, l'Assemblée générale des Nations unies reconnaît les « droits inaliénables » des réfugiés palestiniens de retrouver leurs maisons et leurs biens. Elle affirme également le droit à l'autodétermination du peuple palestinien. L'OLP se voit attribuer le statut d'observateur, ce qui ne l'empêchera pas de poursuivre ses attaques anti-israéliennes dans la vallée du Jourdain.

Le gouvernement autorise (...) l'installation d'une trentaine de familles dans la base militaire de Kaddoum, près de Naplouse. Rabin, ulcéré, écrira en 1979 : « *Pour moi, Goush Emounim était un phénomène des plus graves, un cancer au sein de la démocratie israélienne, opposé aux fondements démocratiques de l'Etat. Il était nécessaire de combattre ce mouvement par les idées, afin de dévoiler la nature réelle de ses positions et de ses voies d'action. Un tel combat ne (pouvait) être mené par les baïonnettes de Tsahal, et ne (pouvait) réussir (tant que) le parti travailliste (serait) divisé face aux militants de Goush Emounim et que le ministre de la Défense, Shimon Pérès, les qualifie(rail) de véritables idéalistes et le soutien(drait).* »

Le 17 mai 1977, Rabin perd les élections. Le Likoud nationaliste et annexionniste, dirigé par Menahem Begin, arrive au pouvoir. Pour former sa coalition gouvernementale, il se tourne vers le camp religieux nationaliste et les partis orthodoxes qui, pour des décennies, resteront les alliés naturels de la droite.

Chapitre 2

La grande déception des fondamentalistes

Pour bien montrer son attachement à la vision annexionniste de Goush Emounim, Begin se rend à la yeshiva Merkaz Ha Rav, pour présenter ses respects au rabbin Zvi Yehouda Ha Cohen Kook. (...) Le ton, le langage d'Israël changent. Plus question de parler d'« *occupation* ». Aux journalistes étrangers qui lui demandent s'il va annexer les territoires occupés, Begin répond : « *C'est notre politique ! Ce sont des territoires libérés, pas occupés ! C'est notre terre ! Cette de nos ancêtres ! Le Président des Etats-Unis, Jimmy Carter, qui connaît la Bible par cœur, doit savoir à qui appartient cette terre ! Sinon nous serions des envahisseurs à Tel-Aviv aussi !* ». Les administrations israéliennes, y compris les médias dépendant de l'Etat, reçoivent le nouveau lexique : on ne doit plus dire « Cisjordanie » ou « rive occidentale du Jourdain », mais « Judée-Samarie ». Begin, lui, lorsqu'il parle de la nation, ne dit plus « les Israéliens », mais : « les Juifs ».

Goush Emounim recrute pour aller fonder une dizaine d'implantations nouvelles. Ces colonies devront être construites sur les lieux mêmes des événements bibliques ou historiques. (...) Goush Emounim veut faire vite, car si cinquante mille Israéliens habitent déjà les nouveaux quartiers juifs construits à Jérusalem-Est, sept mille colons seulement peuplent les quarante-cinq avant-postes installés en Cisjordanie et à Gaza. (...) Les futurs colons s'installeront d'abord dans des bases militaires, puis, progressivement, en sortiront pour créer les nouvelles implantations.

19 novembre 1977. (...) L'avion d'Anouar el-Sadate atterrit à l'aéroport Ben-Gourion. Une nouvelle page de l'histoire du Proche-Orient vient de s'ouvrir, et tandis que les Israéliens sont collés à leur poste de télévision, Ariel Sharon est à l'œuvre. Durant la nuit, il a fait déposer par hélicoptère un groupe de militants du Likoud sur une colline au sud de Naplouse, près de Salfit, un village palestinien. Equipés de tentes et d'un minimum de matériel, ils forment le noyau d'Ariel, une colonie, qui, en 2009, comptera dix-huit mille habitants.

Le président égyptien (...) se rend (...) dans la mosquée Al-Aqsa, pour y faire ses prières de l'Aïd al-Adha, la fête qui commémore le sacrifice d'Ismaël par Ibrahim à la Mecque. Selon le Coran, au moment où ce dernier s'apprêtait à égorger son fils, l'ange Gabriel est apparu, lui intimant de ne pas tuer son fils mais bien plutôt de sacrifier le mouton qu'il lui envoyait du ciel. (D'après le judaïsme, le « sacrifice » d'Isaac par Abraham s'est déroulé sur le rocher de la fondation, au mont du Temple).

En décembre 1977, le Premier ministre présente à son gouvernement le projet d'accord qu'il s'apprête à soumettre à Washington : la souveraineté recouvrée de l'Egypte sur le Sinaï, l'ouverture de négociations sur l'avenir des implantations israéliennes dans le nord de la péninsule, l'instauration d'une autonomie administrative pour les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza.

En mars, la gauche israélienne se réveille. Trois cent quarante-huit officiers de réserve adressent une pétition à Menahem Begin : « (...) Un gouvernement qui donnerait sa préférence à la perspective du Grand Israël à celle d'un Etat vivant et entretenant de bonnes relations avec ses voisins nous inspirerait de profondes appréhensions. (...) La politique gouvernementale conduisant au maintien de la domination (d'Israël) sur un million d'Arabes risque de porter atteinte au caractère juif et démocratique de l'Etat. (...) Nous avons (pourtant) pleine conscience des conditions de la sécurité de l'Etat d'Israël et des difficultés qui s'élèvent sur la voix de la paix (...) » Ces soldats-citoyens lancent, ce faisant, le mouvement La Paix maintenant, qui manifeste aussitôt en masse à Tel-Aviv. Dès sa naissance, il est l'ennemi juré de Goush Emounim.

Le 11 mars 1978, douze Palestiniens débarquent de deux embarcations sur la plage de (...) Maagan Mikhaël, près de l'autoroute Haïfa-Tel-Aviv. (...) Le commando tire ensuite sur quelques voitures et parvient à prendre le contrôle de deux autobus. (...) Les sauveteurs découvriront les corps de trente-sept otages israéliens. (...) Pour les dirigeants israéliens, cet attentat est un *casus belli*.

Cinq jours plus tard, ils déclenchent une importante opération militaire au Sud-Liban. (Tahal avance jusqu'à la rivière Litani, qu'il franchit en certains endroits. Les soldats israéliens (...) capturent des centaines de combattants palestiniens. Le Conseil de sécurité de l'ONU vote alors une résolution créant une nouvelle force internationale chargée de s'interposer le long de la frontière libanaise : la FINUL, qui prend position le 30 juin 1978, à mesure du retrait israélien.

Le 17 septembre 1978, à Camp David, sous la houlette de Jimmy Carter, Menahem Begin et Anouar el-Sadate signent deux accords-cadres. Le premier trace les grands principes de la paix entre les deux pays. (...) Le second texte (...) prévoit (...) pour les Palestiniens (...) la création d'une autorité d'autogouvernement librement élue, le retrait des forces israéliennes (...) la mise sur pied d'une force locale qui pourrait comprendre des citoyens jordaniens.

En fait, Begin a fait là une concession plus apparente que réelle puisqu'il n'est jamais question de droit à l'autodétermination mais d'« autonomie individuelle ». (...) Le traité de

paix est signé à Washington le 26 mars 1979. L'équilibre stratégique du Proche-Orient vient de basculer. L'Égypte, le plus important des pays arabes, n'est plus l'ennemi de l'Etat juif.

Cela n'empêche pas la colonisation de se développer très officiellement, avec l'aide directe du département des implantations de l'Organisation sioniste mondiale. (...) Les colonies, au fur et à mesure de leur construction, ont désormais des maires élus, prélèvent des taxes municipales, tracent des plans d'urbanisation.

Le combat contre le retrait du Sinaï et l'évacuation des colonies de la percée de Rafah demeurent les priorités des mouvements fondamentalistes messianiques. (...) Le parti Tehiya voit officiellement le jour en octobre 1979. Deux de ses membres, Geoula Cohen et l'écrivain Moshé Shamir, sont des transfuges du Likoud et, une fois élus députés, combattront à la Knesset au nom des principes de leur nouvelle formation. Le 30 juin 1980, Cohen parviendra ainsi à faire adopter une loi fondamentale proclamant Jérusalem ville unifiée et capitale d'Israël. Initiative condamnée à deux reprises par le Conseil de sécurité des Nations unies (...) la même année. (...) Une seule abstention, celle des Etats-Unis.

C'est un secret de Polichinelle : Menahem Begin et Ariel Sharon préparent une vaste opération militaire au Liban, motivée officiellement par le souci de faire cesser les tirs de roquettes de l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) sur la Galilée. Mais des généraux ont discrètement fait savoir que, de fait, il s'agit de modifier la carte géopolitique du Proche-Orient en détruisant la capacité militaire de l'OLP de Yasser Arafat en soutenant les chrétiens maronites assiégés par l'armée syrienne et en plaçant Bachir Gemayel, le chef des phalangistes, à la tête de l'Etat libanais en vue de conclure un accord de paix.

A Tel-Aviv, le 3 juillet, à l'appel du mouvement La Paix maintenant, cent mille personnes manifestent contre la guerre. Une semaine plus tard, le Likoud organise une contre-manifestation qui réunit également cent mille participants. (...) Begin accuse le parti travailliste de briser le consensus national en temps de guerre.

Un accord est conclu grâce à la médiation américaine, et, le 1^{er} septembre, Yasser Arafat quitte Beyrouth à destination de Tunis sous la protection de légionnaires français. Le même jour, Ronald Reagan, le président des Etats-Unis, prononce un discours très critique envers la politique israélienne : « (...) *Le départ de Beyrouth des Palestiniens dramatise l'absence de foyer 'national palestinien'. (...) Les Etats-Unis ne soutiendront pas la réquisition de terrains supplémentaires à des fins d'implantations (...)* ».

Le 14 septembre 1982, une explosion secoue un immeuble d'Achrafieh, le quartier chrétien. C'est un attentat. On relève vingt-quatre morts, parmi lesquels Bachir Gemayel lui-même, venu participer à une cérémonie phalangiste. Sharon et Begin ordonnent à Tsahal d'occuper Beyrouth-Ouest. Ils autorisent ensuite les phalangistes à pénétrer dans les camps palestiniens de Sabra et Chatila où, sous les regards de militaires israéliens, les miliciens chrétiens massacrent une partie de la population. Le bilan exact ne sera jamais connu. Diverses sources feront état de mille à cinq mille morts.

Le 7 février 1983, la commission d'enquête dirigée par le juge Yitzhak Kahan dépose ses conclusions : les massacres de Sabra et Chatila à Beyrouth ont été bel et bien commis par

des phalangistes, mais Israël en porte indirectement la responsabilité. (...) Des soldats et des officiers israéliens ont appris – ou réalisé – qu’une tuerie se déroulait à quelques mètres de leurs positions et ne sont pas intervenus.

Menahem Begin, quant à lui, quittera le pouvoir le 15 septembre 1983, profondément déprimé. Son aventure libanaise a mal tourné. Il est vrai que la première étape de cette guerre très impopulaire a pris fin sur un bilan très lourd : 465 morts et 2383 blessés côté Israéliens, quand plus de 22 000 Palestiniens, Libanais et Arabes de diverses nationalités ont également perdu la vie.

Chapitre 3

Par les armes, s’il le faut

Menahem Begin a quitté le pouvoir, remplacé à la tête du Likoud et du gouvernement par Yitzhak Shamir qui expédie les affaires courantes. Un candidat attire l’attention : Meir Kahana, le rabbin raciste qui, en dépit de ses échecs électoraux antérieurs, se présente à nouveau. En 1973, avec 12 800 voix, il a frôlé le seuil du 1% nécessaire pour obtenir un siège à la Knesset. En 1977, seuls 5000 électeurs avaient voté pour lui. Le troisième de rang sur la liste électorale du parti Kach est un certain Baroukh Goldstein : *« Si Israël veut éviter le type de problème que connaît l’Irlande du Nord aujourd’hui, il doit agir avec résolution pour retirer de ses frontières la minorité arabe qui s’y trouve. Cela ne peut être réalisé qu’en offrant des encouragements aux Arabes (israéliens) pour qu’ils partent de leur plein gré, exactement comme la population juive vivant dans de nombreux pays arabes a dû partir, d’une manière ou d’une autre. Avant de prendre instinctivement fait et cause pour la démocratie, les Israéliens devraient se demander si l’éventualité d’une majorité de soixante députés arabes à la Knesset est une perspective acceptable pour eux. Israël devra bientôt choisir entre un Etat juif et un Etat démocratique »*.

Le 23 juillet 1984, à l’issue du vote, c’est la surprise. Le Likoud fait un meilleur score que prévu et se retrouve à égalité avec la gauche. Les deux grands partis entament de longues négociations de coalition. Signe du virage à droite de la société israélienne, Kahana est élu député. Son slogan de campagne : *« Donnez-moi la force de m’occuper enfin d’eux ! »*, a persuadé plus de vingt-six mille électeurs de voter pour lui.

Le 3 décembre, le rabbin raciste soumet deux propositions de lois à la présidence de la Knesset qui, *illico*, les rejette. (...) Il est question d’interdire toutes les activités où des Juifs pourraient se trouver en contact avec des non-Juifs. (...) interdiction serait ainsi faite aux kibboutzim d’accueillir des volontaires non-Juifs, etc. Juifs et non-Juifs fréquenteraient des plages séparées (...). Interdiction serait faite à des Juifs et à des Juives d’épouser un conjoint non juif (...) Les rapports sexuels *« complets ou partiels (sic) »* seraient interdits entre Juifs/Juives et non-Juifs/non-Juives.

Shimon Pérès, le leader travailliste, et Yitzhak Shamir finissent par se mettre d’accord et forment un cabinet d’union nationale le 14 septembre.

Les dirigeants israéliens, politiques et militaires, ne prennent absolument pas conscience que la population palestinienne supporte de moins en moins l'occupation. Le taux de chômage en hausse, et qui frappe d'abord les jeunes, les tracasseries de l'administration militaire, les humiliations quotidiennes. Le 8 décembre 1987, à Gaza, (...) des manifestations éclatent un peu partout. Les unités militaires, débordées, finissent par ouvrir le feu. Très rapidement, l'agitation fait tache d'huile. Au bout de quelques semaines, l'OLP finit par prendre les choses en main et dirige le soulèvement auquel les Palestiniens ont donné le nom d'« Intifada ». En Cisjordanie comme à Gaza, des jeunes Palestiniens attaquent l'armée à coups de pierres.

Fin février 1988, le bilan des affrontements fait état de soixante-quinze morts palestiniens, tandis qu'un millier de jeunes souffrent de fractures diverses dues aux matraquages. A plusieurs reprises des groupes de colons, parfois accompagnés de soldats, effectuent des raids de représailles et d'intimidation dans les localités palestiniennes. Le 8 mars, des habitants de Kyriat Arba organisent ainsi un raid armé dans la ville d'Hébron, endommageant des voitures, tirant à l'arme automatique sur des maisons.

La Sayeret, le commando d'état-major, débarque à Tunis le 16 avril 1988, et assassine Abou Jihad, le numéro 2 de l'OLP, qui, au sein de l'organisation, est en charge du soulèvement palestinien. Il est aussi l'un des responsables de l'attentat du 7 mars contre un autobus transportant des employés du centre nucléaire de Dimona.

Israël a changé de gouvernement. Avec quarante sièges de députés contre trente-neuf aux travaillistes, le Likoud a remporté les élections du 2 novembre. Shamir forme un nouveau cabinet d'union nationale. Rabin conserve la Défense, mais Pérès n'est plus aux Affaires étrangères. (...) Moshé Arens est le chef de la diplomatie. A Washington, une nouvelle administration s'est mise en place. George Bush a remplacé Ronald Reagan à la Maison-Blanche.

Moshé Arens a mené les contacts avec James Baker et les Egyptiens. (...) Il n'apprécie donc pas l'attitude de son protégé, Benjamin Netanyahu, le vice-ministre des Affaires étrangères, qui pousse Shamir à dire non aux Américains. C'est lui qui a lancé la carrière de ce jeune homme. (...) Mais désormais, Netanyahu ignore son parrain, vole de ses propres ailes, et n'hésite pas à tirer à boulets rouges sur les principaux alliés d'Israël.

Netanyahu trace ainsi son chemin vers la présidence du Likoud. Aux yeux de la droite, son pedigree est impeccable. L'engagement sioniste de sa famille remonte à la fin du 19^e siècle. Son grand-père, le rabbin Nathan Mileikowski, avait été un disciple de la yeshiva de Volozhin en Biélorussie, l'école talmudique où l'avait précédé le rabbin Avraham Yitzhak Ha Cohen Kook. (...) Au cours d'un de ses séjours à Varsovie était né, en 1910, Benzion, le père de Benjamin Netanyahu. Rabbi Nathan s'installera définitivement à Jérusalem en 1929, où il participera à la création de la yeshiva Merkaz Ha Rav du rabbin Kook. Il décèdera en 1935, à l'âge de 54 ans.

Benzion a hébraïsé son nom en Netanyahu – ce qui signifie « don de Dieu ». Durant ses études à l'université hébraïque de Jérusalem, il rejoint le mouvement révisionniste de Zeev Jabotinsky, et milite, plus ou moins discrètement, dans la mouvance du groupe néo-

fasciste formé par Abba Ahiméir et sa cellule secrète, le Brit Ha'Birionim. Benzion est proche de Yossef Klauzner, professeur de littérature hébraïque, qu'il considère comme son second père, et dont il adopte l'idéologie ultra-nationaliste, opposée à toute forme d'accord avec les Arabes. En janvier 1933, Benzion fonde avec lui la revue Bétar, antisocialiste et antimarxiste, mais où sont doctement analysés les avantages du fascisme de Mussolini.

Poussé par ses parents, Benjamin (...) devient l'héritier par défaut, et, en 1978, rentre en Israël pour y créer l'Institut Yonathan Netanyahu de lutte antiterroriste. C'était le début de sa carrière politique. A Washington, son excellent anglais, sa parfaite connaissance de la scène politique américaine et les contacts que Benzion avait noués avec les républicains en font très vite le chouchou de la capitale fédérale et de ses médias. Surtout, sa faconde fait oublier l'idéologie familiale, résolument à droite et annexionniste.

Benzion est persuadé que les Arabes n'abandonneront jamais leur volonté de détruire Israël. Son fils, Benjamin, a absorbé cet enseignement et en fait l'élément central de sa stratégie, en gravissant, au fil des ans, tous les échelons de la politique israélienne.

Shamir conduit le pays à une crise majeure avec les Etats-Unis. Shimon Pérès en est persuadé. Les portes de l'Union soviétique se sont ouvertes avec la Perestroïka, et les immigrants arrivent par centaines de milliers. Pour intégrer ces nouveaux venus, Israël a besoin des garanties bancaires que seule l'administration américaine peut lui accorder.

Le 11 juin 1990, Shamir forme une nouvelle coalition. Pour Goush Emounim, c'est la *dream team*. Les chefs du Tehiya en font partie. (...) Le Premier ministre annonce la couleur dans une interview au Jerusalem Post : la colonisation va se poursuivre et s'amplifier. Il n'y aura aucune discussion avec les Palestiniens qui s'opposent au plan d'autonomie israélien.

Chapitre 4

Au nom de Dieu

Un évènement bouscule l'équilibre des forces au Proche-Orient. Le 2 août 1990, l'armée irakienne envahit le Koweït. C'est une menace pour la stabilité régionale. A Washington, le président George Bush décide de déployer des troupes en Arabie saoudite, l'alliée des Etats-Unis. Yitzhal Shamir réalise qu'Israël peut sortir grand gagnant de cette crise. L'Amérique ne s'apprête-t-elle pas à faire la guerre à l'Irak, son ennemi le plus dangereux, la principale puissance militaire arabe ?

James Baker parcourt le Proche-Orient pour mettre sur pied une coalition à laquelle participeraient les Etats arabes. (...) Et puis, Arafat commet l'erreur stratégique majeure de choisir le mauvais camp en soutenant Saddam Hussein, le dictateur de Bagdad. Cela, il en est convaincu, neutralisera l'OLP dans l'hypothèse d'une relance du processus de paix après la fin des hostilités.

Le 5 novembre 1990, l'assassinat à New York du rabbin Meir Kahana fait à nouveau monter la tension en Israël et dans les territoires palestiniens. Le meurtrier est un islamiste égyptien dont le FBI ne découvrira que trois ans plus tard les liens avec Al-Qaïda. Le

lendemain, des groupes de kahanistes s'en prennent à des Palestiniens. Deux habitants d'un village de Cisjordanie sont tués par balles. Les témoins raconteront avoir aperçu un véhicule conduit par des colons. La police ne parviendra pas à retrouver leurs traces.

La guerre a débuté le 17 février 1991 et durera quarante-trois jours. La coalition internationale conduite par les Etats-Unis inflige une défaite cinglante aux forces de Saddam Hussein et libère le Koweït.

C'est (...) un James Baker furieux qui, de retour à Jérusalem le 18 avril 1991, découvre qu'Ariel Sharon a fait construire Revava, une nouvelle implantation en Cisjordanie. D'emblée, dès son arrivée à la présidence du conseil, il lance à Shamir : *« Il s'agit d'un acte délibéré visant à saboter la paix. Si vous continuez à construire ainsi des implantations, vous n'aurez pas un cent de garanties bancaires ! »*. (...) Shamir (...) commence également à s'énerver : *« Ne croyez pas que nous sommes disposés à mendier pour obtenir ces garanties. Il y a des choses plus importantes (...) »*. Baker se calme : *« OK ! Essayons de voir comment nous pouvons les faire avancer ! »*.

Ashrawi (...) intervient (...) pour rappeler que pour les Etats-Unis, ces implantations sont illégales et qu'il n'y a donc aucune raison de récompenser Israël parce qu'il cesserait de coloniser. Baker : *« Nous ne pouvons les arrêter parce que le Congrès versera toujours à Israël tout l'argent qu'il réclame. C'est une réalité de la vie politique aux Etats-Unis. Et nous ne pouvons (tout de même) pas envoyer la 101^e division aéroportée forcer Israël à cesser les implantations »*.

Un effort gigantesque de construction se développe alors en Cisjordanie. Sept mille cinq cents nouveaux logements sont en chantier dans les cent quarante et une colonies existantes. De nouvelles routes sont percées, permettant aux colons de contourner les localités palestiniennes.

Face à la pression de l'AIPAC, le lobby juif qui poussait à l'octroi des garanties bancaires, le président Bush avait d'ailleurs eu l'occasion de taper du poing sur la table le 12 septembre 1990 : *« L'opération "Tempête du désert", tout en assurant la victoire contre un agresseur, a assuré la défaite du plus dangereux adversaire d'Israël. (...) Au cours de l'année écoulée, en dépit des difficultés économiques, les Etats-Unis ont fourni à Israël plus de quatre milliards de dollars d'aide, près de mille dollars par Israélien, homme, femme ou enfant. »*

1992. Le 23 juin, la gauche est victorieuse. Les travaillistes ont 44 députés, Meretz 12. Les 6 députés de Shass, le mouvement orthodoxe séfarade, participent à la coalition gouvernementale. Cela permet de former une majorité solide de 67 députés sur 120. En cas de besoin, les 5 députés arabes feront l'appoint. (...) Le Likoud n'a obtenu que 32 sièges.

James Baker arrive à Jérusalem le 19 juillet. Il annonce le déblocage prochain de dix milliards de dollars de garanties bancaires que l'administration Bush avait refusées à Yitzhak Shamir. Trois jours plus tôt, (...) le ministre du Logement a décrété un gel partiel de la construction dans les implantations. (...) Toutefois, les logements en cours de construction seront achevés.

Pour les nationalistes religieux, le pire est à venir. Des négociations secrètes se déroulent près d'Oslo entre les représentants du gouvernement Rabin et de l'OLP. Elles aboutissent fin août 1993. Israël reconnaît l'organisation de Yasser Arafat comme seul représentants légitime du peuple palestinien. Une autonomie administrative doit être mise en place dans les territoires occupés, d'abord à Gaza et à Jéricho. Les militants et dirigeants de Goush Emounim sont catastrophés. Ils n'imaginaient pas qu'Yitzhak Rabin, le « monsieur sécurité », oserait prendre une telle initiative. L'homme de la répression de l'Intifada négocie à présent avec le terroriste Arafat !

Benjamin Netanyahu publie, le 3 septembre, une tribune dans le quotidien Maariv. « *Le peuple juif n'a pas lutté pendant trois mille ans pour ce morceau de terre, le sionisme n'a pas vu le jour pour offrir un Etat à Yasser Arafat* ». (...) Le 7 septembre, dans les rues de Jérusalem, cent mille manifestants scandent : « *Rabin traître !* ». Benjamin Netanyahu déclare : « *Nous pouvons renverser Pérès et Rabin !* ». (...) La cérémonie de signature des accords d'Oslo se déroule le 13 septembre 1993 sur la pelouse de la Maison-Blanche à Washington, en présence du président Bill Clinton.

Tous les militants du Fatah n'observent pas le cessez-le-feu avec Israël : c'est ainsi que le 29 octobre, trois membres de l'organisation de Yasser Arafat enlèvent Haïm Mizrahi, un habitant de la colonie de Beit El, et l'assassinent en le brûlant vif. (...) les colons réagissent à ces attentats par des raids contre des localités palestiniennes. Jusqu'au 14 janvier 1994, 22 Israéliens seront tués à l'occasion de 17 attaques menées en Cisjordanie, à Gaza et en Israël.

L'acte meurtrier d'un kahaniste, suivi d'une série de décisions calamiteuses de la part de la direction israélienne, vont enclencher un processus qui va mener le processus de paix à l'échec et conduire Rabin à la mort. L'homme en question n'est autre que Baroukh Goldstein, qui, en 1984, s'était présenté aux élections législatives sur la liste du Kach, emmené par son guide, Meir Kahana.

Le vendredi 25 février 1994, à 5h20 du matin, Baroukh Goldstein se présente devant l'entrée du caveau des Patriarches. Il est en uniforme, salue les sentinelles qui le connaissent et pénètre dans le sanctuaire. Trois cents musulmans se pressent alors dans la salle principale (...) C'est le dernier jour du ramadan. Au même moment, un petit groupe de fidèles juifs prie dans la salle « Abraham ». Des rafales retentissent. (...) Il y a vingt-neuf morts et cent vingt-cinq blessés. (...) Le meurtrier (...) est finalement tué à coups d'extincteur. Les territoires palestiniens s'embrasent. Un peu partout, des Palestiniens attaquent l'armée et les colons à coups de pierres et de cocktails Molotov.

La commission d'enquête du juge Meir Shemgar (...) tentera de dresser le portrait psychologique du meurtrier : « (...) *Goldstein avait une mentalité d'assiégé, pensait que l'existence d'Israël était en danger, et que seul un acte hors du commun pourrait mettre un terme à la détérioration de la situation dans le pays (...) Il se considérait comme l'envoyé du peuple d'Israël, obéissant à un ordre divin (Le rôle de tout Juif est d'obéir à la volonté divine et de sanctifier Dieu). Goldstein avait présenté sa candidature à la mairie de Kyriat Arba après s'être persuadé que "c'était ce que Dieu voulait" (...)* »

Le rabbin Dov Lior prononce un discours (...) : « Puisque Baroukh Goldstein a agi au nom de Dieu, il doit être considéré comme un juste ». Dans la foule, un jeune militant religieux assiste à la cérémonie et écoute attentivement tous ces discours. Il s'appelle Yigal Amir. Vingt mois plus tard, il assassinera Yitzhak Rabin.

Les deux mouvements kahanistes, Kach et Kahana Khaï, sont interdits dans le cadre de la loi antiterroriste. Plusieurs dizaines de leurs militants sont placés en détention administrative.

La direction du Hamas entend réagir au massacre d'Hébron par des attentats-suicides contre des civils, à l'intérieur même du territoire israélien. Face à son opinion publique, l'organisation islamiste ne pourrait pas s'opposer à un processus menant à la création d'un Etat palestinien indépendant.

Chapitre 5

Tuer au nom de Dieu

Dès la signature de l'accord d'Oslo (...) le roi Hussein de Jordanie a fait savoir qu'il était prêt à conclure un accord de paix avec Israël. Les négociations ont progressé, et le traité entre les deux pays doit être signé solennellement le 26 octobre. Mais, une semaine avant l'échéance, le Hamas frappe à nouveau. Une bombe humaine, envoyée par le Hamas, explose dans un autobus en plein centre de Tel-Aviv. Il y a vingt-deux morts et plus de cinquante blessés. Une violente manifestation se déploie ensuite sur les lieux de l'attentat. En présence de Benjamin Netanyahu, la foule hurle : « Ce n'est pas la paix, c'est le terrorisme ! » et « Par le sang et par le feu, nous viderons Rabin ! » Le gouvernement israélien impose un bouclage complet de la Cisjordanie et de Gaza. Des milliers de Palestiniens sont empêchés de se rendre sur leur lieu de travail en Israël.

A Gaza et en Cisjordanie, les organisations islamistes palestiniennes ont compris qu'en poursuivant leur campagne de terreur, elles contribuent à renforcer l'opposition au processus de paix en Israël. Cela devrait permettre, espèrent-ils, d'empêcher tout accord entre l'OLP et Israël. Le 22 janvier 1995, le Jihad islamique commet un double attentat à Beit Lid, au nord de Tel-Aviv. Une première bombe humaine, venue de Gaza, se fait sauter dans une cafétéria bondée de jeunes soldats. Un second terroriste attend l'arrivée des secours pour, à son tour, faire exploser sa bombe. Vingt-trois morts et soixante blessés.

Netanyahu père et fils s'inscrivent (...) dans la droite ligne de l'opposition maximaliste au sein du mouvement révisionniste de Zeev Jabotinsky, lequel acceptait le principe visant à accorder des droits égaux, culturels et même politiques, aux Arabes de Palestine, après la création de l'Etat d'Israël. Benjamin Netanyahu affirme que ce ne sont pas les Romains après la révolte juive de Bar Kokhba, en 135 de l'ère chrétienne, qui ont expulsé les Juifs de Palestine... mais les Arabes en 637, lors de la naissance de l'islam. (...) Et de conclure : « *Ce ne sont pas les Juifs qui ont usurpé la terre des Arabes, mais les Arabes qui ont usurpé la terre des Juifs.* » D'autres historiens racontent comment, après des siècles de répression byzantine, les Juifs de Jérusalem avaient fait bon accueil aux armées commandées par le calife Omar. Les premiers souverains musulmans autorisèrent ainsi le culte juif sur le mont du Temple.

C'est ainsi que des Juifs demeurèrent en Palestine jusqu'à l'arrivée des croisés en 1099, qui les exterminèrent avec l'ensemble de la population musulmane de la ville.

Pour la droite et les fondamentalistes messianiques, le pire arrive le 24 septembre 1995. Les six grandes villes palestiniennes doivent en effet devenir autonomes : il s'agit de Jenine, Kalkilya, Toulkarem, Naplouse, Ramallah, Bethléem. A Hébron, un secteur de la ville sera doté de statut spécial en raison de la présence de quatre cents colons juifs installés aux abords du caveau des Patriarches.

Cet ensemble composera la Zone A, couvrant 2,5% de la Cisjordanie. L'Autorité palestinienne y assurera la sécurité et l'administration civile. La Zone B couvre 27% de la Cisjordanie. L'autorité d'Arafat y assurera l'administration de quatre cent dix-huit villages palestiniens, mais pas la sécurité – qui demeurera sous la responsabilité d'Israël. La Zone C, 72% de la Cisjordanie, comprend toutes les implantations, les bases militaires et les terres domaniales. Israël y restera souverain. Aucune des cent quarante-quatre implantations juives en territoire occupé ne sera évacuée.

Le 4 novembre 1995, la gauche se ressaisit et se mobilise. A l'appel du mouvement La Paix maintenant, plus de deux cent mille personnes participent à une manifestation de soutien au gouvernement, place des Rois d'Israël à Tel-Aviv. Face à une foule enthousiaste, Yitzhak Rabin déclare : « (...) *La violence s'attaque au fondement de la démocratie israélienne. Ce n'est pas la voie de l'Etat d'Israël. Dans une démocratie, il peut toujours surgir des désaccords, mais la décision finale sera tranchée par des élections démocratiques, comme celles de 1992 qui nous ont donné un mandat pour faire ce que nous faisons, et pour continuer dans cette direction (...)* » Quelques minutes plus tard, Yigal Amir, l'étudiant de Bar Ilan, abat le Premier ministre de trois balles de revolver ;

En 2012, Zeev Sternhell fera son mea-culpa : « *A gauche, on n'avait pas compris que tout cela allait logiquement s'enchaîner. Baroukh Goldstein et Yigal Amir, tous deux, représentaient un courant idéologique et politique considérable, très puissant, un véritable torrent que la gauche refusait de voir, par poltronnerie. C'était commode de se voiler la face. Il était plus facile de dire qu'on avait attrapé la grippe que de dire qu'on souffrait du cancer, alors que c'était bien un cancer dont nous étions affectés, et cela, ce fut la grande débâcle du leadership israélien de gauche.* »

Le processus de paix est bien installé sur ses rails, le terrorisme semble maîtrisé, les sondages prédisent à Shimon Pérès une avance de 16 à 20% sur benjamin Netanyahu, son challenger. (...) Shimon Pérès est systématiquement pris à partie par la foule lorsqu'il se rend sur les lieux des attentats. Des kahanistes sont toujours là pour scander : « A mort les Arabes ! » mais aussi « Pérès démission ! » Les images passent en boucle sur les chaînes de télévision israélienne. L'opinion publique bascule alors.

Seuls quelques points séparent désormais Pérès de Netanyahu dans les sondages. (...) C'est la bavure. Des obus israéliens tombent sur une base de Casques bleus à Kfar Kana. Cent deux Libanais sont tués, et parmi eux des enfants et des femmes. (...) la communauté arabe d'Israël (...) massivement, décide de boycotter les élections et permettra ainsi, le 29 mai 1996, l'élection de benjamin Netanyahu – avec 50,4% des suffrages exprimés contre 49,5% à

Shimon Pérès. La différence est de trente mille voix. (...) le nouveau Premier ministre n'a aucune difficulté à réunir une majorité parlementaire. Le Likoud, les partis religieux et l'extrême droite rassemblent soixante-quatre députés sur cent vingt.

Chapitre 6

L'idéologie à l'épreuve des réalités

En juillet, Benjamin Netanyahu effectue une visite triomphale de cinq jours dans sa seconde patrie, l'Amérique républicaine et conservatrice. Il retrouve d'abord ses amis et bienfaiteurs, les milliardaires Ron Lauder (cosmétiques), Mortimer Zuckerman (immobilier), Sheldon Adelson (l'empereur des casinos), Irving Moskowitz (le roi des cliniques urologiques et du bingo), qui est des principaux soutiens financiers du mouvement de colonisation.

Evoquant les menaces régionales, Benjamin Netanyahu amorce ce qui deviendra alors son cheval de bataille pendant les décennies à venir : « (...) *Spécifiquement, la région s'est radicalisée et soumise à la terreur sous l'effet de quelques régimes dictatoriaux qui gouvernent par la tyrannie et l'intimidation. Le plus dangereux de ces régimes est l'Iran, qui associe despotisme et fanatisme. Si ce régime et l'Irak, son voisin, devaient acquérir l'arme nucléaire, cela aurait des conséquences catastrophiques, pas seulement pour mon pays, pas seulement pour le Proche-Orient, mais pour l'humanité tout entière.* »

Dennis Ross, l'émissaire américain au Proche-Orient, racontera : « *Netanyahu était insupportable, nous faisant la leçon et nous expliquant comment il fallait s'y prendre avec les Arabes. (...) Après son départ le Président Clinton a déclaré : "il pense qu'il est une superpuissance et que nous sommes là pour faire ce qu'il demande."* » (...) le 29 juillet, Avigdor Lieberman, devenu le directeur général de la présidence du conseil, annonce aux colons que tous les avantages fiscaux et les subventions annulés par le précédent gouvernement sont rétablis.

Face à l'agitation qui secoue la droite et la menace brandie par le parti national religieux de quitter la coalition gouvernementale, Benjamin Netanyahu autorise, en février 1997, la construction de « Har Homa », un nouveau quartier juif au sud de Jérusalem. (...) mais l'accord d'Oslo stipulait maintenant que les parties s'engageaient à ne plus prendre aucune mesure visant à changer le statut de la Cisjordanie et de Gaza avant l'aboutissement des négociations sur le statut permanent. (...) Les Palestiniens multiplient alors les manifestations et les grèves. Mais rien n'y fait. La gauche israélienne, elle, ne parvient à mobiliser que quelques centaines de militants. Le mouvement La Paix maintenant est en perte de vitesse depuis l'assassinat de Rabin et les affrontements armés qui ont opposé l'armée israélienne et la police palestinienne en septembre 1996.

Le 30 juillet, deux bombes humaines du Hamas explosent au marché juif Mahane Yehouda à Jérusalem. Il y a seize morts et cent soixante-dix blessés. Le gouvernement israélien suspend tous les contacts avec l'Autorité palestinienne. Gaza et la Cisjordanie sont à nouveau bouclés.

Une bavure du Mossad va peser sur l'équilibre stratégique dans la région en renforçant le Hamas. Le 25 septembre 1997, dans une rue d'Amman, des agents israéliens injectent un poison à Khaled Mashaal, le chef du bureau politique de l'organisation islamique. Ils sont capturés par des passants et un policier. Le roi Hussein est furieux. (...) Il menace de rompre les relations diplomatiques avec Israël. Dans l'urgence, Benjamin Netanyahu est obligé de se plier aux conditions du souverain : sauver Mashaal en fournissant l'antidote au poison et libérer le cheikh Ahmed Yassine, le fondateur du Hamas, condamné à la prison à vie et emprisonné en Israël depuis 1989. Le mouvement islamique palestinien retrouve ainsi son chef spirituel, celui qui va conduire l'opposition à la politique d'Arafat. (...) L'objectif, la raison d'être du Hamas est précisément la création d'une Palestine islamique où un Etat juif n'aurait aucune place.

Janvier 1998. (...) Le pasteur Jerry Falwell promet de lancer une campagne auprès de deux cent mille chefs d'Eglises évangéliques afin qu'ils exigent de Clinton qu'il ne fasse pas pression sur Israël. John Hagee, le pasteur de la Cornerstone Church de San Antonio, au Texas, annonce de son côté que « *la fin des Temps est proche* ». Tous deux prêchent une doctrine selon laquelle les Juifs sont destinés à peupler la Terre sainte, dont ils seront les seuls occupants. Les sacrifices rituels reprendront alors dans le Temple juif reconstruit. Jésus réapparaîtra dans le ciel, où il sera rejoint « dans le ravissement » par les chrétiens ayant retrouvé la foi. Les non-croyants et les apostats, eux, resteront sur terre. Ensuite, cette terre connaîtra sept années de catastrophes : guerres, famines, épidémies. Des forces sataniques conduites par un « antéchrist » la ravageront. Le diable sera alors combattu par cent quarante-quatre mille Juifs convertis au christianisme qui, également, évangéliseront les non-croyants et les apostats. Ensemble, ils affronteront les forces du mal lors de la bataille d'Armageddon. Jésus reviendra une seconde fois pour neutraliser le diable et instaurer le royaume messianique. Ces chrétiens soutiennent les Juifs et Israël en espérant les convertir. Expriment à l'occasion des opinions proches de la tradition antisémite, ces pasteurs organisent des collectes de fonds destinés au développement des colonies israéliennes. Ils condamneront systématiquement toutes les concessions territoriales faites aux Palestiniens par les gouvernements israéliens successifs.

L'Institut du temple, du rabbin Israël Ariel, se développe (...). Les industries chimiques de la mer Morte qui le soutiennent ont gracieusement, et secrètement, construit l'autel censé servir un jour aux sacrifices d'animaux sur le Temple.

Voyant que le processus de paix va à vau-l'eau, Bill Clinton convoque Benjamin Netanyahu et Yasser Arafat à Wye River, dans le Maryland, pour un sommet. Les discussions débutent le 15 octobre 1998. Elles dureront huit jours. Mis au pied du mur, confronté à une pression sans précédent du président des Etats-Unis, le Premier ministre israélien finit par accepter un redéploiement sur plus de 13% du territoire en Cisjordanie et la libération de centaines de Palestiniens détenus en Israël. Le retrait de l'armée devra s'effectuer en trois étapes sur une période de trois mois. En échange, l'Autorité palestinienne s'engage à lutter contre les intégristes du Hamas et du Jihad islamique.

Benjamin Netanyahu rentre en Israël, où l'attend une tempête politique. Les colons, l'extrême droite, et même des personnalités de premier plan du Likoud ne veulent pas entendre parler de nouvelles concessions territoriales à l'OLP. Pour un gouvernement

dominé par l'idéologie d'Eretz Israël, ce serait la défaite. (...) Avigdor Lieberman claque la porte de la présidence du conseil et du Likoud et s'en va créer un nouveau parti russophone et ultranationaliste : Israël Beitenou (Israël notre maison). Ariel Sharon, qui a pourtant participé au sommet de Wye River en tant que ministre des Affaires étrangères, lance un appel aux colons afin qu'ils élargissent les implantations et occupent le plus de collines possibles en Cisjordanie de telle façon qu'elles ne puissent revenir aux palestiniens dans la suite des négociations.

Des centaines de jeunes religieux ultranationalistes répondent à ce « conseil » du « parrain » de la colonisation et s'installent sur des terres privées ou domaniales dans une cinquantaine d'avant-postes. Le tout sans autorisation du gouvernement ou de l'armée, bien sûr, ce qui ne les empêchera pas de recevoir, comme par miracle, une aide peu discrète desdites autorités : l'adduction d'eau, le branchement au réseau électrique.

Profondément déçus par Benjamin Netanyahu, certains responsables du mouvement fondamentaliste messianique se tournent vers Ehoud Barak, l'ancien chef d'état-major, qui a pris la tête du parti travailliste. C'est le soldat le plus décoré de l'histoire du pays. Sa visite, en uniforme, à la yeshiva Merkaz Ha Rav, en mai 1994, a été très remarquée dans les milieux religieux.

Le 17 mai, Barak est élu Premier ministre avec 56,1% des suffrages exprimés. Netanyahu a perdu et quitte – pour l'heure – la vie politique. (...) Le soir du scrutin, (...) Barak s'adresse à la foule de gauche qui l'attend place Rabin : « (...) *Le temps (de faire) la paix est venu. Pas la paix dans la faiblesse, mais la paix dans la puissance et la sécurité ; pas la paix en renonçant à la sécurité, mais la paix qui apportera la sécurité. Nous avancerons rapidement vers une séparation avec les Palestiniens en posant quatre lignes rouges : Jérusalem unifiée sous notre souveraineté, capitale d'Israël pour l'éternité, un point c'est tout ; en aucun cas nous ne nous retirerons sur les frontières de 1967 ; pas d'armée étrangère à l'est du Jourdain ; la plupart des habitants des implantations de Judée-Samarie installés dans des blocs (de colonies) resteront sous notre souveraineté (...).* »

Barak forme une coalition soutenue par soixante-treize députés sur cent vingt. Le texte de la plate-forme commune a permis au parti national religieux, représentant les colons, et au mouvement russophone de Nathan Sharansky, de rejoindre le gouvernement où un parti de gauche sioniste, Meretz, a également des portefeuilles.

Bill Clinton fait une proposition de son cru. Les Palestiniens auraient la souveraineté pleine et entière sur les quartiers musulmans et chrétiens de la vieille ville de Jérusalem, les quartiers arméniens et juifs passant sous la souveraineté israélienne. (...) Au sujet du Haram al-Sharif (le troisième lieu saint de l'islam), Clinton suggère une « responsabilité souveraine » pour les Palestiniens, les Israéliens conservant « une souveraineté résiduelle » sur le principal lieu saint du judaïsme. (...) Yasser Arafat fera savoir qu'il ne peut accepter ces propositions : « *Je ne suis pas prêt à voir substituer à l'occupation israélienne la souveraineté israélienne.* »

Ehoud Barak quitte le sommet et applique la ligne fixée par ses conseillers en communication : Camp David a échoué à cause d'Arafat, qui n'a rien lâché sur Jérusalem. Israël n'a pas de partenaire pour faire la paix.

Plusieurs organisations messianiques lancent un appel aux fidèles pour qu'ils participent à la marche autour des murailles de la vieille ville organisée par le mouvement des femmes en vert. Cette association, opposée à tout accord avec les Palestiniens, a renoué avec une antique tradition, selon laquelle les Juifs s'installaient pour prier devant les portes de la vieille ville. C'est un succès sans précédent. Plus de cent mille personnes viennent d'un peu partout dans le pays pour s'y rendre. Aux différentes étapes de la marche, les participants lisent le livre des Lamentations du prophète Jérémie. Devant la porte des Lions, le maire, Ehoud Olmert, prend la parole pour rappeler la conquête de Jérusalem en 1967. (...) La marche autour des murailles interviendra désormais le premier soir de chaque mois hébraïque.

Chapitre 7

La trahison de Sharon

Secouée par des tensions internes, la coalition gouvernementale d'Ehoud Barak s'effrite au fil des semaines. Un accord avec les Palestiniens lui donnerait un second souffle. Il décide donc de reprendre les négociations. Si elles devaient aboutir, il organiserait un référendum sur les termes de la paix, puis, espérant que le oui l'emporterait, mettrait en place son application sans avoir à évacuer de colonies avant la fin de son mandat.

Arafat fait savoir qu'il entend lui aussi aller de l'avant, et les pourparlers reprennent, discrètement. Gilead Sher, le chef de cabinet de Barak, et Saeb Erekat, le négociateur palestinien, se rencontrent régulièrement en m'autorisant à les suivre. Très vite, je constate que la question de Jérusalem et du mont du Temple/Haram el-Sharif est au centre de cette ultime tentative pour parvenir à la paix.

En juin, les bulldozers ont fait leur réapparition sur l'esplanade, avec l'autorisation de fait des dirigeants israéliens. Objectif : l'ouverture d'une sortie permettant aux fidèles musulmans de sortir d'Al-Marwani, la nouvelle mosquée souterraine. (...) Les organisations messianiques sonnent le tocsin. Quatre-vingt-deux députés, de droite comme de gauche, ainsi que plusieurs intellectuels israéliens signent une pétition demandant l'arrêt des travaux réalisés par le Waqf « et détruisant les vestiges juifs sur le mont du Temple ». Parmi les signataires, des écrivains comme Amos Oz, Amos Keinan, Haïm Hefer.

Selon Nadav Shragaï, du quotidien Haaretz, plusieurs options doivent être examinées. Un lieu de culte juif situé au-dessus de la porte dorée, de telle manière que l'on n'y accède pas par les murailles. Cela devrait permettre de calmer les fidèles inquiets de devoir aller prier à proximité de l'endroit où se trouvait le saint des saints. Et puis, explique-t-il, les musulmans ne devraient pas s'y opposer, une telle synagogue ne se trouvant pas dans l'enceinte de l'esplanade.

L'autre possibilité, si un accord est conclu avec les Etats musulmans et l'Autorité palestinienne, serait d'installer une synagogue entre la mosquée Al-Aqsa et le Dôme du Rocher. Les fidèles juifs pourraient s'y rendre en passant par la porte des Maghrébins, qui se trouve entièrement sous le contrôle de la police israélienne. Certains rabbins proposent,

dans cette perspective, de construire un bain rituel près du mont du Temple afin de permettre aux Juifs de se purifier avant d'y pénétrer.

Fondamentalement, Américains et Israéliens ne comprennent pas la position des musulmans. Pour ces derniers, le Haram est la mosquée lointaine où le prophète Mohamed a effectué sa montée au ciel ; c'est aussi un lieu associé aux prophètes de l'islam – David, Salomon et Jésus -, et ce n'est pas un temple juif. Toute tentative visant à y accorder une forme de souveraineté à Israël ne peut être considérée par eux comme une confirmation de l'histoire biblique telle qu'elle est définie par le judaïsme et le christianisme, et donc inacceptable par l'islam. Cela n'empêche pas les dirigeants américains – et même français – de proposer des formules diverses de partage du lieu saint...

Le 20 septembre, le président français (Chirac) revient sur l'idée d'une division géographique du mont du Temple : « *Que penseriez-vous de la formule selon laquelle vous auriez la souveraineté sur l'esplanade des mosquées et une certaine profondeur du sous-sol ? Les Israéliens auraient la souveraineté à partir de la profondeur des ruines supposées du Temple !* » Arafat refuse : « *Les ruines du Temple juif n'existent pas ! Nos études montrent qu'il s'agit en fait de vestiges grecs et romains...* »

Ariel Sharon est de mauvaise humeur. Selon les sondages, l'opinion israélienne semble lui préférer Benjamin Netanyahu, qui, libéré des menaces d'un procès en corruption, donne des signes d'un retour en politique. (...) Sharon veut se rendre sur l'esplanade le jeudi 28 septembre, veille de la grande prière du vendredi, et il est persuadé que cela sera perçu par les musulmans comme une provocation.

Le 28 septembre 2000, à 7h30 du matin, portant un gilet pare-balles sous sa veste, Ariel Sharon, accompagné par cinq députés du Likoud et son fils Gilead, arrive sur l'esplanade des Mosquées où plusieurs centaines de policiers ont été déployées. Il ne pénètre ni dans Al-Aqsa ni dans le Dôme du Rocher, mais s'approche de l'entrée de la mosquée souterraine, reste là quelques minutes, puis fait demi-tour et s'en va. Cinq députés arabes, parmi lesquels Ahmed Tibi, manifestent. Sharon les qualifie d'« agitateurs » antisionistes et anti-israéliens (...) : « *Je ne me suis livré à aucune provocation. Il serait inadmissible qu'un Juif ne puisse pas visiter l'endroit le plus saint du judaïsme.* »

Mais maintenant, près d'un millier de jeunes Palestiniens affrontent la police et les gardes-frontières, qui ripostent avec des balles en caoutchouc. (...) Les affrontements font tache d'huile dans l'ensemble des territoires palestiniens. Comme en octobre 1990, après le massacre de quatorze fidèles musulmans par la police israélienne sur le troisième lieu saint de l'islam, la région s'embrase. C'est le début de l'Intifada Al-Aqsa. Le second soulèvement palestinien.

L'armée s'est préparée à un tel scénario. Un plan opérationnel intitulé « Champ de ronces » est aussitôt mis en place. Déploiements de tireurs d'élite, d'unités blindées et d'hélicoptères de combat. L'objectif stratégique ainsi défini est de « graver dans la conscience » des Palestiniens qu'ils n'obtiendront rien par la violence. Cela signifie l'imposition de couvre-feux prolongés sur des secteurs entiers en Cisjordanie, des bouclages et des sanctions économiques. Au fil des jours, les affrontements se font de plus en plus durs

entre les manifestants palestiniens souvent appuyés par les Tanzim, les groupes armés du Fatah, et les militaires israéliens. (...) L'illusion de normalité dans laquelle vivaient les habitants des implantations s'est évanouie sous les attaques des Palestiniens. L'armée a le plus grand mal à assurer leur sécurité.

Toute la communication, interne et externe, de Tsahal est dirigée contre Arafat. Les rapports des analystes des renseignements militaires et du Shabak selon lesquels l'Intifada n'a en rien été décidée et planifiée par Arafat sont rangés dans les tiroirs. (...) Depuis le début, le 28 septembre 2000, et jusqu'au 31 décembre 2001, 582 palestiniens et 85 Israéliens trouveront la mort dans l'Intifada, sa répression et les attentats-suicides. On relèvera des milliers de blessés dans les deux camps.

A Beyrouth, la Ligue arabe adopte, le 28 mars 2002, l'initiative de paix du prince Abdallah d'Arabie saoudite. C'est un texte fondamental, la reconnaissance de facto de l'Etat d'Israël. (...) la réaction israélienne ne se fait pas attendre. Au début du mois, Sharon avait rejeté le plan saoudien, considérant qu'il relevait d'un « complot arabe » : « (...) L'objectif du monde arabe est (...) l'exigence d'un retrait total d'Israël sur les frontières d'avant 1967. Nous ne pouvons pas l'accepter. » Shimon Pérès, le ministre des Affaires étrangères, rejette lui aussi l'initiative arabe.

Matti Steinberg, le principal analyste du Shabak jusqu'en 2002, n'est pas d'accord et rejette les arguments de la droite israélienne. C'est tout de même la première fois, relève-t-il, que la partie arabe accepte collectivement le principe d'une normalisation et la fin du conflit avec Israël.

C'en est trop pour le Hamas. L'organisation islamiste dépêche donc une bombe humaine à Netanya le jour de la réunion de la Ligue arabe. Le terroriste actionne sa ceinture d'explosifs dans la salle des fêtes d'un hôtel, le soir de Pessah, la Pâque juive. C'est un massacre : 30 morts et 114 blessés.

Quarante-huit heures plus tard, Israël déclenche l'opération « Remparts » contre l'Autorité palestinienne. Yasser Arafat est littéralement assigné à résidence dans son QG de la Mouqata à Ramallah désormais occupé par des unités blindées. Lorsque les combats - cesseront, vers la fin avril, le bilan sera de 497 Palestiniens et 29 soldats israéliens morts. Il y a des milliers de blessés et plus de 7000 arrestations. Les attentats-suicides ont fait, en Israël, 33 tués. Le siège de la Mouqata ne sera levé que le 1^{er} avril.

La coalition gouvernementale a fini par éclater en raison de problèmes budgétaires, et, le 28 janvier 2003, les Israéliens sont retournés aux urnes. La loi électorale a été modifiée et l'on est revenu à l'ancienne formule de la proportionnelle intégrale. Le Likoud, sous la direction d'Ariel Sharon, double sa représentation à la Knesset et recueille trente-huit députés. La gauche est en perte de vitesse. Les travaillistes (...) n'obtiennent que dix-neuf sièges et passent à l'opposition. Sharon (...) accorde le portefeuille des finances à Benjamin Netanyahu, avec pour mission de répondre à la crise économique. (...) Netanyahu introduit une politique ultralibérale de coupes sombres dans les aides sociales.

Un soir d'octobre 2003, au cours d'une discussion dans la salle à manger familiale, Gilead Sharon s'adresse à son père et lance l'idée d'un retrait unilatéral de Gaza. L'opération serait essentiellement destinée à limiter les pertes israéliennes et à s'attirer l'opinion israélienne – qui déteste Gaza. (...) En d'autres termes, le retrait de Gaza a pour but immédiat de torpiller la feuille de route du Quartet (Etats-Unis, Europe, Russie, Nations unies), et, à long terme, briser l'unité palestinienne, empêchant ainsi la création d'un Etat palestinien.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Sharon en 2001, et jusqu'en janvier 2004, la population des colonies a d'ailleurs augmenté de 16%. (...) Pour les militants du mouvement fondamentaliste messianique, rien n'y fait. Ils considèrent que Sharon leur a déclaré la guerre. (...) Le 25 juillet 2004, le mouvement contre le retrait organise une chaîne humaine entre le barrage d'Erez, à l'entrée de Gaza, et le Mur occidental dans la vieille ville de Jérusalem. Sur une distance de quatre-vingt-dix kilomètres, donc ! Des dizaines de milliers de colons et de sympathisants se donnent la main.

Chapitre 8

Une marche irrésistible vers le pouvoir

Le mouvement fondamentaliste messianique fait un bond en avant en se dotant d'une instance supérieure, spirituelle et législative. Soixante et onze rabbins proclament, en effet, le 13 octobre 2004 à Tibériade, la création du nouveau Sanhédrin, le tribunal suprême du peuple juif. Selon la Bible, cette institution créée par Moïse après la sortie d'Egypte avait existé jusqu'en 429 de l'ère chrétienne, lorsqu'un empereur romain avait décrété sa dissolution.

Ces juges ont dressé une première liste des problèmes à résoudre (...) : uniformiser les règles de la cacherout ; déterminer l'endroit exact où se trouvait l'autel sur le mont du Temple ; retrouver les descendants des tribus d'Israël éparpillés de par le monde ; restaurer la monarchie davidique ; établir un nouveau code éthique juif pour l'armée pour le substituer au texte en vigueur, fondé sur des sources séculaires, etc.

Mahmoud Abbas a été élu président de l'OLP et de l'Autorité autonome après le décès de Yasser Arafat, le 11 novembre 2004 à Paris, et les pourparlers israélo-palestiniens ont repris. Les Américains demandent à Sharon d'appliquer la feuille de route. Il est donc censé geler la construction dans les implantations et ordonner le démantèlement des avant-postes construits sans autorisation gouvernementale en Cisjordanie. Ces mêmes colonies sauvages dont il est le responsable, puisqu'il avait, en octobre 1998, lancé un appel aux jeunes des colonies pour qu'ils occupent les collines... Début juin 2004, il a remis aux Américains une liste de vingt-huit avant-postes en promettant de les faire évacuer.

Pour faire patienter l'administration Bush, il a confié à Talia Sasson, une juriste (...) la tâche de rédiger un rapport en bonne et due forme. Remis au gouvernement le 8 mars 2005, ce rapport constitue un véritable acte d'accusation contre les plus hautes autorités de l'Etat. Sasson a, en effet, inventorié cent cinq avant-postes non autorisés, mais s'est convaincue qu'il doit en exister bien davantage dans la mesure où les diverses administrations ne lui ont pas fourni toutes les informations réclamées.

Talia Sasson décrit la manière dont sont créées ces colonies sauvages, « *en contournant toutes les procédures, en violation de la loi, en présentant de faux arguments à certaines administrations, mais aussi avec la coopération d'autres autorités en violation flagrante des lois. Une manière de faire est de demander l'installation d'une antenne sur une colline, puis le branchement au réseau électrique. Une cabane est ensuite installée sur place. Puis, un jour, des caravanes arrivent sur le site. Et l'avant-poste voit le jour. L'autre méthode est de demander – mensongèrement – l'autorisation de construire une ferme agricole. Puis d'y amener des caravanes. Aussi (les colons) réclament-ils le droit d'établir une institution éducative, que le "personnel enseignant" va finir par habiter. (...) souvent, un avant-poste est construit à proximité d'une implantation autorisée déjà existante sous le prétexte qu'il s'agit d'un nouveau quartier. Les responsables du lieu réclament alors bientôt un budget pour faire face à cet accroissement de la population. Par la suite, ils demanderont à être reconnus indépendamment de la colonie-mère et s'adresseront aux ministères de l'Intérieur, de la Construction et du Logement, de la Défense ainsi qu'au département de la colonisation du mouvement sioniste mondial (...) »*

Les centaines d'ordres de destruction de ces colonies, décidés par les autorités ou les tribunaux, restent lettre morte depuis des années. Certaines injonctions de la Haute Cour de justice ne sont pas exécutées. Manifestement, les responsables ne sont pas très attentifs à appliquer la loi quand il est question de colonisation. Le message qui est ainsi envoyé à l'armée, à la police, aux différents ministères est le suivant : « *Créer un avant-poste est illégal, mais c'est conforme à l'esprit sioniste. Il faut donc fermer les yeux.* »

Devant les caméras de centaines de journalistes venus du monde entier, treize mille militaires et policiers frappent aux portes des maisons, dans les colonies de Goush Katif. Certains colons sortent, les mains en l'air, portant l'étoile jaune symbolisant la Shoah et les rafles conduites par les nazis. (...) Le 23, l'évacuation des dix-neuf colonies de Gaza et des quatre situées dans le nord de la Cisjordanie est achevée. L'armée quitte Gaza, le 12 septembre, après avoir détruit deux mille huit cents maisons et bâtiments divers.

Les colons de Leadership juif, menés par Moshé Feiglin, sont de plus en plus nombreux à s'inscrire au sein du parti créé par Menahem Begin, bien décidés à empêcher tout nouveau geste envers les Palestiniens. Sharon se décide donc à préparer un nouveau plan de retrait dans le cadre d'un regroupement de colonies dans des blocs d'implantation situés sur la frontière. Cette initiative permettrait de satisfaire l'administration Bush, qui lui demande d'accorder la continuité territoriale à l'Autorité autonome. C'est que la barrière de séparation dont la construction a débuté en 2002 se poursuit. Et seulement 20% de l'ouvrage suit la ligne de 1967 ; le reste se déploie en territoire palestinien.

Les réunions du comité central du Likoud sont particulièrement houleuses. (...) Le 9 novembre, le syndicaliste Amir Peretz remporte les primaires et provoque la chute de la coalition gouvernementale. Sharon n'a plus de majorité. Des élections législatives anticipées auront lieu le 28 mars 2006.

Le 21 novembre, Sharon décide de quitter le Likoud et de former un nouveau parti. Son nom : Kadima (en avant). (...) mais l'imprévu intervient le 4 janvier 2006. Ariel Sharon

subit une attaque cérébrale et entre dans un coma profond, dont il ne sortira pas. Ehoud Olmert, vice-Premier ministre, membre de Kadima lui aussi, assume les fonctions de chef du gouvernement. Il doit très vite affronter un problème majeur : le Hamas remporte les élections palestiniennes le 25 janvier.

La presse israélienne voit là un échec des services de renseignements israéliens et américains. C'est complètement faux. L'année précédente, Sharon avait décidé de ne pas autoriser l'organisation islamiste à participer au scrutin en présentant des candidats. Mais, le 7 novembre, il a changé d'avis en recevant un rapport du général Yossi Kuperwasser, le chef des renseignements militaires, prévoyant que le Hamas allait à coup sûr remporter la victoire à Gaza et marquerait des points importants en Cisjordanie. (...) C'est donc en toute connaissance de cause que Sharon a ouvert le chemin de la victoire aux islamistes et offert Gaza au Hamas.

Les élections ont lieu, comme prévu, le 28 mars 2006. Malgré l'absence d'Ariel Sharon, Kadima obtient 29 députés. Le parti travailliste arrive en seconde position, avec 19 sièges ; le Likoud n'obtient que 12 mandats. Ehoud Olmert forme un gouvernement avec Kadima, les travaillistes, Shass et le parti des retraités.

Le 25 juin 2006, un commando islamiste pénètre quelques centaines de mètres en territoire israélien et capture Gilad Shalit, un jeune soldat israélien. Le Hamas et les responsables de l'enlèvement prétendent l'échanger contre plus de mille prisonniers palestiniens détenus en Israël. Ehoud Olmert refuse et, trois jours plus tard, lance l'opération « Pluies d'été ». Bombardements aériens, incursions terrestres. La seule centrale électrique de ce territoire est détruite ainsi que des dizaines d'immeubles et d'ouvrages routiers. Tsahal ne mettra officiellement un terme à ces raids qu'en novembre et durcira le siège de la bande de Gaza. Un bilan fera état de plus de quatre cents morts palestiniens, des combattants pour les trois quarts, et des centaines de blessés. Côté israélien, cinq soldats et six civils ont été tués. Gilad Shalit ne sera libéré que le 18 octobre 2011 en échange d'un millier de prisonniers palestiniens, qui vont considérablement renforcer le Hamas.

Le 12 juillet 2006, c'est le Hezbollah libanais qui passe à l'offensive. La milice chiite enlève deux réservistes israéliens en patrouille le long de la frontière. Plusieurs localités israéliennes sont bombardées par des tirs de mortiers et de roquettes. Cinq autres militaires sont tués en tentant de rattraper le commando. Pour Ehoud Olmert, c'est un casus belli. Israël part en guerre au Liban. L'aviation bombarde des objectifs du Hezbollah, qui riposte par des salves de centaines de missiles sur le nord d'Israël. Des milliers de réservistes sont rappelés.

Les opérations se déroulent mal. L'armée, en dépit des raids aériens massifs ne parvient pas à mettre un point final aux salves de roquettes qui s'abattent quotidiennement sur le nord d'Israël. Pendant trente-quatre jours, un demi-million d'Israéliens se terreront dans les abris, souvent dans des conditions difficiles. Les forces terrestres, le contingent et les réservistes n'étaient pas préparés à un tel conflit. Les services de renseignements, obnubilés par l'affaire palestinienne, n'ont rien vu venir. Aucun expert n'avait prévu que le Hezbollah serait en mesure de tenir ainsi tête à la puissance de Tsahal.

Le cessez-le-feu est proclamé le 14 août 2006. Plus de 1200 Libanais et 156 Israéliens ont trouvé la mort, parmi lesquels 117 soldats. Les quartiers chiites de Beyrouth et de nombreuses localités libanaises sont presque entièrement détruits.

A Gaza, le Hamas lance, le 10 juin, l'opération qu'il prépare depuis des mois pour prendre le contrôle militaire de l'ensemble du territoire. Ehoud Olmert a poursuivi la politique d'Ariel Sharon et Mahmoud Abbas n'a pas été autorisé à renforcer les unités dont il dispose à Gaza ni même à moderniser leur armement en partie obsolète. Les généraux israéliens suggèrent toutefois au gouvernement d'envoyer des hélicoptères d'attaque intervenir au côté du Fatah et de l'Autorité autonome, et ainsi d'empêcher la victoire du Hamas. La réponse est négative. Les combats se terminent le 14. Il y a plus de cent vingt morts et près de cinq cents blessés.

Des centaines de militants du Fatah parviennent au barrage d'Erez, d'où ils sont autorisés à rejoindre Ramallah. L'organisation islamiste met en place un régime totalitaire à Gaza. Tous les gouvernements israéliens veilleront à permettre un financement régulier des institutions et des militants du Hamas à Gaza. Cela se fera par l'intermédiaire du Qatar dont un représentant atterrira à bord d'un jet privé, à l'aéroport Ben-Gourion, puis, escorté par la police israélienne, ira déposer à Gaza des valises contenant des millions de dollars. Jusqu'en 2018, la totalité des sommes ainsi transférées s'élèvera à 1,1 milliard de dollars.

Les Américains prennent en main le dossier de la sécurité en Cisjordanie. (...) Le général Jim Jones envoyé spécial au Proche-Orient (...) a notamment pour mission de remettre sur pied l'ensemble des services de police palestiniens. En coordination avec le Shabak israélien, qui approuve le dossier de chaque nouvelle recrue, des conseillers militaires américains forment de nouveaux bataillons de policiers en Jordanie. Une unité de maintien de l'ordre est ainsi créée alors que les Européens s'installent à Jéricho pour mettre en place une police judiciaire palestinienne. (...) Plus de quatre cents détenus appartenant au mouvement d'Abbas seront (...) libérés de prison au cours des semaines suivantes.

En juillet 2008, un certain Morris Talansky, homme d'affaires américain, juif religieux, révèle qu'il a remis à Olmert des sommes importantes en liquide destinées au financement de ses campagnes électorales à l'époque où il était maire de Jérusalem.

Le 20 décembre 2008, le Hamas annonce qu'il n'observera plus la trêve avec Israël et tire des roquettes sur les localités israéliennes situées aux abords de la bande de Gaza. Les salves, de plus en plus nombreuses, vont se faire quotidiennes. Tsahal ne réagit pas, et la tension monte au fil des jours, jusqu'au 27 à 11h30 du matin. Olmert (...) donne son feu vert et l'aviation bombarde un camp d'entraînement de la police du Hamas à Gaza. Il y a des dizaines de morts. C'est le début de l'opération « Plomb durci ». Jusqu'au 3 janvier, l'armée effectue des raids sur des dizaines de cibles. Le 3 janvier débute une vaste incursion terrestre à proximité des principaux centres urbains à Gaza.

Les correspondants militaires découvrent, non sans une certaine surprise, l'intervention de rabbins-aumôniers militaires et aussi de volontaires appartenant à la secte orthodoxe Habad, auprès des unités combattantes. Ils aident à réciter la prière en mettant le tefilin (phylactères), et leur offrent des tsitsit, les franges tressées, accrochées à un châle de

rière. Les religieux expliquant aux militaires que « *cela les protégera mieux qu'un gilet pare-balle* ». (...) Israël annonce finalement un cessez-le-feu unilatéral le 18 janvier.

Ce conflit a fait 1390 morts palestiniens, dont 344 mineurs. Israël a 13 tués, parmi lesquels 3 civils. (...) Israël est accusé d'avoir fait usage d'une puissance de feu disproportionnée ; d'avoir utilisé des civils gazaouis comme boucliers humains ; d'avoir tiré des obus au phosphore dans certains secteurs (...). Le Hamas se voit mis en cause pour avoir systématiquement tiré des roquettes depuis des zones habitées, utilisant la population civile palestinienne comme bouclier humain ; dépêché des combattants qui ne portaient parfois pas d'uniforme et se déplaçant à bord d'ambulances ; mis sa direction à l'abri dans les sous-sols de l'hôpital Shifa.

Des élections (...) ont lieu comme prévu le 10 février 2009. Le parti travailliste, sous la direction d'Ehoud Barak, s'effondre. Avec seulement 13 députés élus, il est dépassé par Israël Beitenou, le mouvement russophone dirigé par Avigdor Lieberman, qui devient, avec 15 mandats, la troisième formation politique du pays. A l'extrême droite, l'Union nationale fait élire 4 candidats, parmi lesquels Michael Ben-Ari, ancien militant du Kach. (...) Il a été condamné en 2007 pour haine raciale et soutien à une organisation terroriste. Il deviendra, en 2023, ministre de la Sécurité nationale, du gouvernement Netanyahu, et, à ce titre, aura la responsabilité de la police et du corps des gardes-frontières. Le Likoud passe de 12 à 27 sièges. Tzipi Livni, à la tête de Kadima, obtient 28 députés.

Le témoin passe donc à Netanyahu, qui n'a aucune difficulté à réunir une coalition de 74 parlementaires, avec Israël Beitenou, Shass, le parti travailliste, les religieux nationalistes de La maison juive et les ultra-orthodoxes du Judaïsme unifié de la Torah. Tzipi Livni est à la tête de l'opposition. Cette majorité est homogène, favorable à la colonisation et opposée à toute concession aux Palestiniens.

Selon La Paix maintenant, la construction s'est accélérée dans les implantations, où vivent désormais 285 800 Israéliens. 1518 nouvelles unités de logement ont été mises en chantier, y compris dans les avant-postes... dont aucun n'a été évacué. C'est un accroissement de 57% !

Le 23 septembre 2009, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, Barack Obama rencontre Benjamin Netanyahu et Mahmoud Abbas. (...) Les Palestiniens, convaincus qu'ils ont le vent en poupe, vont vite déchanter. Si, quelques mois plus tôt, Hillary Clinton, la secrétaire d'Etat, parlait encore de gel total de la construction (...) voici que le président des Etats-Unis fait marche arrière. (...) Il n'est plus question de geler la construction dans les implantations. (...) Les dirigeants du parti démocrate ont immédiatement reçu des appels inquiets de la part de la communauté juive. Et puis, les conseillers de la Maison-Blanche, George Mitchell et surtout Dennis Ross, ont fini par conclure qu'ils n'obtiendraient pas le gel de la colonisation de Netanyahu. Il y faudrait des pressions directes sur Israël, ce qui est impensable, compte tenu de la composition du Congrès.

Depuis l'ouverture du processus de paix avec les Palestiniens en 1993, la société israélienne a subi une profonde évolution sociologique et politique. Selon le professeur Tamar Hermann, ce virage à droite vers la religion s'explique d'abord par l'évolution

démographique et culturelle qu'elle a analysée dans *Le Portrait de l'Israélien juif*, publié en 2011 : « Le groupe le plus important est constitué d'Israéliens se définissant comme séculiers. Ils représentent 42% de la population. Il y a dix ans, la proportion était de 50%, et auparavant de 55%. Mais, parmi les traditionnalistes, un certain pourcentage se reconnaît dans les positions adoptées par les religieux pour tout ce qui concerne la sphère publique.

L'observance du shabbat, les transports en commun, etc. Les nationalistes religieux ne représentent, certes, que 13%, mais le taux de natalité qui les caractérise a considérablement augmenté. (...) On trouve (facilement) sept à huit enfants par famille. Ceux qui (dans les colonies) disposent d'un appartement spacieux ou d'une villa avec jardin peuvent continuer d'adopter un mode de vie bourgeois tout en ayant de nombreux enfants. Du point de vue démographique, cette tendance va faire encore baisser davantage la proportion des séculiers.

« Nous commençons à constater l'émergence d'un nouveau groupe dans nos sondages : les orthodoxes nationalistes, qui représentent 2,5 à 3% de la population. Ils sont proches des ultra-orthodoxes pour tout ce qui concerne les lois halakhiques dans le pays. Les ultra-orthodoxes, de leur côté, représentent 9% de la population, mais, si nous considérons la classe d'âge des moins de 15 ans, ils y représentent de 11 à 13%.

« L'équilibre qui faisait d'Israël un Etat séculier entretenant un lien avec la religion est en train de changer. Les religieux font donc plus d'enfants (...) et puis les traditionnalistes évoluent vers la religion. Le pays devient plus juif du point de vue de la culture et de la tradition. En 2009, et cela n'a pas changé depuis, plus de 51% des Israéliens croyaient en la venue du Messie.

« En Europe, une personne qui se déclare séculière, qu'elle soit agnostique ou athée, ne parle pas de l'existence de Dieu. Cette réalité fait penser aux sociétés musulmanes, où la croyance en Dieu est généralisée. (...) De ce point de vue, Israël est plus proche du Proche-Orient que de l'Occident. Et cela influe sur la politique intérieure et extérieure du pays.

« Il n'y a pas aujourd'hui de groupe social disposé à se battre pour un Israël uniquement démocrate. Mais nombreux sont ceux qui, parmi les religieux, veulent un Etat exclusivement juif. Pour ce qui est des positions politiques, la gauche ne représente plus que 15 à 17% de l'opinion.

« Toutefois, 75% des Israéliens sont en faveur d'une solution à deux Etats (...). Cela, tout en récusant le droit au retour des réfugiés palestiniens. Et si les séculiers sont disposés à accepter un partage du mont du Temple, les religieux rejettent toute concession sur ce lieu saint ».

Depuis les années 1990, l'état-major fait face à plusieurs problèmes concomitants. En 2012, la conscription masculine est tombée à moins de 50% d'une classe d'âge. Le nombre de futurs conscrits exemptés pour raisons médicales – y compris des problèmes de santé mentale – est passé en deux ans de 8 à 12%. Ce à quoi s'ajoute la large exemption des jeunes ultra-orthodoxes. Seuls 1400 d'entre eux font leur service. (...) Dernier élément aggravant : la diminution depuis juillet dernier de la durée du service militaire qui est passée de trente-deux à trente mois. Sans parler de la baisse de motivation des jeunes Israéliens pour servir dans les unités combattantes. De nombreux cadres, des officiers de grades divers, abandonnent l'uniforme pour se tourner vers des carrières plus lucratives dans la haute technologie naissante. Majoritairement jeunes et laïcs, ils viennent des kibboutzim et de la classe moyenne supérieure.

L'état-major s'est donc tourné vers des milieux sociaux moins favorisés et considérés comme plus malléables tout en soutenant l'occupation des territoires palestiniens. Les jeunes laïcs ont été remplacés par des recrues issues de la « périphérie » éloignée des grands centres urbains : nouveaux immigrants de l'ancienne URSS, d'Ethiopie et en particulier sionistes religieux. Le nombre de yeshivot hesder augmente rapidement. Ces écoles talmudiques militaires accueillent des jeunes religieux effectuant cinq ans de service répartis en trois ans et demi d'études religieuses et au moins un an et demi de service militaire. (...) Elles se trouvent surtout dans les villes de développement, plus proches des couches de population défavorisées, également dans les colonies en Cisjordanie.

Les chefs de l'armée finissent par s'inquiéter de ce phénomène qu'ils ont eux-mêmes largement favorisé : la pénétration de l'idéologie nationaliste religieuse dans certaines unités. (...) La proportion d'officiers d'infanterie religieux qui était de 2,5% en 1990 est passée à 31,4% en 2007 ; alors que seuls 13,7% des soldats proviennent de lycées religieux d'Etat. Le phénomène se fait particulièrement sentir dans la brigade d'élite Golani.

Ces officiers sont, pour la plupart, issus de l'académie religieuse prémilitaire Bné David créée en 1988 dans la colonie Eli en Cisjordanie, par les rabbins Eli Sadan et Yigal Levinstein de la yeshiva Merkaz Ha Rav, où ils ont été les élèves du rabbin Tsvi Yehouda Kook et du rabbin Israël Tau. En vue d'un service militaire complet et afin de préparer au cours d'officier, les recrues venues d'écoles talmudiques de haut niveau ou de lycées religieux y reçoivent un enseignement fondé sur le fondamentalisme messianique.

A Washington, Netanyahu peut à nouveau compter sur ses amis républicains, désormais majoritaires à la Chambre des représentants. (...) A la Maison-Blanche (...), Netanyahu se permet de faire la leçon au président américain : *« Les palestiniens doivent accepter quelques réalités. La première est que si Israël est disposé à faire des compromis généreux pour la paix, il ne saurait revenir sur les lignes de 1967. C'est parce que ces lignes sont indéfendables et qu'elles ne tiennent pas compte de certains changements démographiques qui sont intervenus durant ces quarante-quatre dernières années (...) »* Cette déclaration revient à tirer un trait sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU, entérinées par la communauté internationale et tous les gouvernements israéliens, et qui constituent les termes de référence de tous les accords israélo-arabes.

Le 24 mai 2011, les membres du Congrès applaudissent, à vingt-quatre reprises, et debout, le discours de Netanyahu.

Un nombre croissant de militaires nationalistes religieux refuse tout contact avec des femmes soldates. Ils obéissent à leurs rabbins des yeshivot hesder (...) où le rabbin Ygal Levinstein considère que les femmes n'ont rien à faire à l'armée : *« Elles sont encore juives lorsqu'ils les recrutent mais ne le sont plus lorsqu'elles quittent l'armée. Pas du point de vue génétique. Toutes leurs valeurs, leurs priorités, ont changé et nous ne devons pas le permettre. »* (...) Un soir, dix cadets d'une unité de parachutistes ont quitté une cérémonie pour ne pas entendre une soldate chanter. Quatre d'entre eux ont été limogés. (...) la Torah interdit, en effet, à un homme juif d'écouter le chant d'une femme qui n'est pas son épouse.

L'Institut pour les stratégies sionistes (...) est dirigé par Eliezer Melamed, un des signataires de la lettre des rabbins qui, en 1994, après les accords d'Oslo, posait la question : « Faut-il déclarer "Rodef" le Premier ministre Yitzhak Rabin ? » C'est-à-dire le condamner à mort ?

Les législatives ont lieu le 22 janvier 2013. Parti grand favori, le Likoud de Benjamin Netanyahu, associé à Israël Beitenou d'Avigdor Lieberman, remporte 31 mandats. Yesh Atid, le nouveau parti centriste fondé il y a un an par l'ancien journaliste Yaïr Lapid, arrive en seconde position avec 19 députés. Le Foyer juif crée la surprise avec 12 mandats. Kadima de Shaul Mofaz n'obtient que 2 sièges à la Knesset alors qu'Hatnouah de Tzipi Livni en a 6. Le troisième gouvernement Netanyahu voit le jour le 15 mars. Il décide de former une coalition de 68 députés, sans les ultra-orthodoxes qui resteront dans l'opposition.

Depuis le début du mois, Israël masse des unités d'infanterie, de blindés et d'artillerie aux abords de Gaza. (...) C'est l'opération « Bordure protectrice » qui débute le 8 juillet. Le colonel Ofer Winter, commandant du régiment Givati, envoie à ses hommes une longue missive destinée à les encourager avant la bataille ! « *L'histoire nous a choisis pour être le fer de lance de ce combat contre l'ennemi terroriste gazaoui, qui agresse, insulte et blasphème le Dieu des guerres d'Israël. Je lève mes yeux vers le ciel et je dis avec vous : "Ecoute Israël, l'Eternel est notre Dieu. L'Eternel est un !" alors que nous sommes sur le point de combattre pour toi Israël l'ennemi qui insulte et blasphème (...)* » Un ton qui ressemble à celui des moudjahidine combattant les infidèles.

L'opération « Bordure protectrice » s'est terminée le 26 août avec un bilan très lourd en vie humaine. Selon l'ONU, 2125 Palestiniens sont morts, parmi lesquels 65% sont des civils. Les Israéliens ont perdu 64 soldats et 78 civils. A Gaza, les dégâts sont considérables. Les infrastructures d'eau et d'électricité sont en partie détruites. 10 000 logements sont détruits, des milliers d'autres endommagés.

Benjamin Netanyahu ne renonce pas. Il veut toujours une loi déclarant Israël Etat-nation du peuple juif. Tzipi Livni : « *Ce sont des projets dangereux dont il vaut mieux ne pas discuter !* ». Elle considère ces textes comme antidémocratiques, antijuifs et antisionistes car ils ne mentionnent pas les principes fondamentaux définis par la déclaration d'indépendance. (...) Yaïr Lapid et Tzipi Livni annoncent qu'ils ne voteront pas pour le projet de loi (...). Netanyahu les limoge (...). Le pays ira donc aux urnes.

Le scrutin a lieu le 17 mars. (...) le Likoud obtient 30 mandats de députés, l'Union sioniste 24. Le 6 mai 2015, Benjamin Netanyahu forme donc son quatrième gouvernement, solidement à droite, tel qu'il en rêvait. Il s'appuie sur une coalition de 61 députés, du Likoud, du Foyer juif, d'Israël Beitenou, et surtout des ultra-orthodoxes ashkénazes et séfarades qui ont très mal vécu les deux années passées dans l'opposition. Plus jamais ils ne lâcheront Netanyahu. (...) l'opposition est dirigée par Yitzhak Herzog, à la tête de l'Union sioniste.

Avec la bénédiction de Netanyahu, Im Tirtzu, l'organisation fasciste d'extrême droite, relance sa campagne contre les ONG anti-occupation et de défense des droits de l'homme. (...) Im Tirtzu associe à sa dénonciation des traîtres les principaux écrivains israéliens en les accusant d'être des « taupes gauchistes » : Amos Oz, Abraham B. Yehoshua, David Grossman.

Le 12 mai, jour de l'Indépendance, le rabbin Eli Sadan est parmi les récipiendaires du prix Israël (...) choisi par Naftali Bennett, le ministre de l'Education qui le qualifie de « *sioniste révolutionnaire qui, en créant l'académie prémilitaire Bné David a mis en marche une des plus grandes révolutions de la société israélienne* ». (...) Eli Sadan qualifie de « *crime le féminisme moderne qui enseigne aux femmes à être indépendantes, à ne pas dépendre de leur époux, à œuvrer pour disposer d'un revenu suffisant, ce qui les empêche d'être une bonne épouse et une bonne mère* » Le rabbin Yossef Kalner va plus loin et explique à ses disciples : « *Les femmes ont un esprit faible, ce qui ne peut que les mener à une faible spiritualité.* »

Le rabbin Eliezer Kashtiel, un des directeurs de Bné David, affirme ouvertement le caractère raciste de sa théologie : « *Les non-juifs veulent être nos esclaves. (...) Nous sommes entourés par des peuples qui ont des problèmes génétiques. Demandez à un simple arabe "que voulez-vous être ?" Il veut être sous occupation car il a un problème génétique. Ils ne savent pas comment gérer un pays (...) Oui ! nous sommes racistes. Nous croyons dans le racisme.* »

Le rabbin Giora Redler évoque la Shoah en des termes qui lui vaudraient, ailleurs, une condamnation pour incitation au racisme ou à l'antisémitisme : « *Hitler avait-il raison ou pas ? C'était la personne la plus correcte, il avait raison... mais était seulement du mauvais côté. Le véritable holocauste n'a pas eu lieu lorsqu'ils ont massacré les Juifs... ce n'est pas le cas (...) Le véritable holocauste, c'est l'humanisme, la culture séculière de "nous croyons en l'homme".* »

Benjamin Netanyahu et l'ensemble de la droite israélienne ont accueilli avec enthousiasme l'arrivée à la Maison-Blanche de Donald Trump. Le nouveau président avait annoncé son intention de transférer l'ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem. Une promesse faite par ses prédécesseurs Bill Clinton, George W. Bush et Barack Obama mais jamais exécutée, car ils ne voulaient pas briser le consensus international sur le statut de Jérusalem (...) Donald Trump a décidé d'aller de l'avant. Pour satisfaire ses alliés évangélistes et ses conseillers juifs proches des sionistes religieux, le 7 décembre 2017, il a officiellement reconnu Jérusalem comme capitale d'Israël et ordonné d'y installer l'ambassade des Etats-Unis.

Les élections ont lieu le 9 avril, mais cette fois (Netanyahu) affronte une nouvelle alliance appelée Bleu-Blanc, composée du nouveau parti « la résilience d'Israël », créé par Benny Gantz, l'ancien chef d'état-major, de Yesh Atid de Yaïr Lapid et de Telem, la petite formation dirigée par Moshé Yaalon. Le Likoud et Bleu-Blanc ont tous deux trente-cinq mandats. Yamina, le nouveau parti créé par Naftali Bennett et Ayelet Shaked, ne franchit pas le seuil d'éligibilité. Le parti travailliste s'effondre et n'a que six députés.

Sous l'égide du président américain, les Emirats arabes unis, Bahreïn et le Maroc ont signé les accords d'Abraham avec Israël qui conduiront rapidement à l'établissement de relations diplomatiques complètes accompagnées de vols directs entre Tel-Aviv et Abou Dhabi.

Les Israéliens vont aux urnes le 23 mars 2021 et, à nouveau, c'est l'impasse. Deux fois plus d'Israéliens juifs de 18-24 ans ont voté pour les partis nationalistes religieux, homophobes et racistes anti-arabes, que pour les formations de gauche, Meretz et le parti travailliste. (...) Yaïr Lapid parvient, le 13 juin, à mettre sur pied une coalition gouvernementale hétéroclite de tous les partis opposés à Netanyahu : Yesh Atid, Bleu-Blanc, les travaillistes, Meretz, et le parti islamiste Raam. (...) pour la première fois depuis 2009, Benjamin Netanyahu est dans l'opposition. Il le vit très mal et prépare son retour. Il resoude autour de sa personne tous les éléments de sa future coalition. Les ultra-orthodoxes, ashkénazes du « Judaïsme de la Torah » et séfarades de « Shass ». Surtout, l'alliance « Le Sionisme religieux » dirigé par Btezael Smotrich, avec « Noam » et « Puissance juive » du kahaniste Itamar Ben Gvir qu'il coache afin de le rendre plus présentable auprès d'une partie du public.

Les fondamentalistes messianiques sont persuadés que le temps de la Rédemption est arrivé. Nous sommes en l'an 5783, selon le calendrier hébraïque, dont l'acronyme est : « Tav Shin Peh Gimmel », qu'ils interprètent ainsi : « *C'est l'année de la vache de la rédemption* ».

Le sixième gouvernement Netanyahu est investi le 29 décembre 2022.